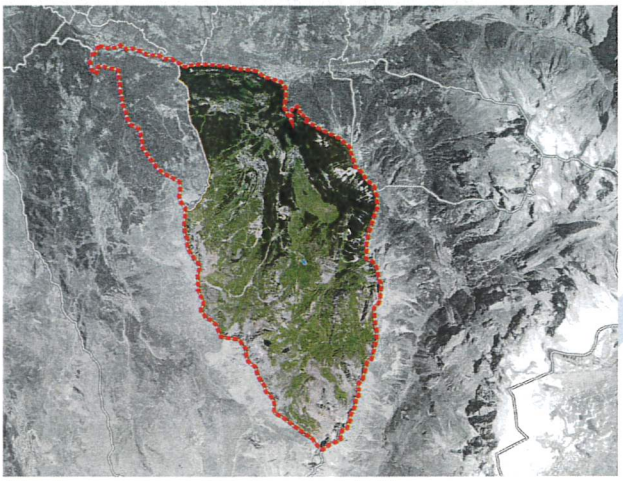
COURCHEVEL

PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE-DÉLÉGUÉE DE SAINT-BON TARENTAISE



1 - ADDITIF AU RAPPORT DE PRÉSENTATION

APPROBATION
Septembre 2023

Modification simplifiée n°1 approuvée
Modification n°1 approuvée
Révision allégée n°1 approuvée
Modification n°2 approuvée
Modification simplifiée n°3 approuvée
Révision allégée n°3 approuvée

Vu pour être annexée à la délibération d'approbation du Conseil Municipal en date du : - 5 SEP. 2023

Le Maire

Certifié conforme,
Le Maire,

MAIRIE de COURCHEVEL (Savoie)

Jean-Yves PACHOD

ESPACES & MUTATIONS

SOMMAIRE

OBJET DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE 3
PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'OBJET DE LA PROCÉDURE 5
Coordonnées du maitre d'ouvrage 5
Rappel des étapes de la procédures 5
I- LES RAISONS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE 6
II- ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 9
MILIEU PHYSIQUE 9
BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS 15
SITES ET PAYSAGES 38
AGRICULTURE 42
FORETS 44
ENERGIE 45
POLLUTIONS ET QUALITES DES MILIEUX 46
RESSOURCES NATURELLES ET USAGES 54
Risques pour l'homme et la santé 56
SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT – HIERARCHISATION DES ENJEUX 58
III- RAPPEL DES OBJECTIFS DU PADD 61
AXE n°1 : CONFORTER ET DIVERSIFIER LE POSITIONNEMENT TOURISTIQUE, AU TRAVERS D'UNE DÉMARCHE DE QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE 61
AXE n°2 : RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA POPULATION PERMANENTE, ACTUELLE ET FUTURE 61
AXE n°3 : PRÉSERVER ET VALORISER LE CADRE DE VIE 61
IV- RAPPEL DES PRESCRIPTIONS DU SCOT DU DOO DU SCOT TARENTAISE-VANOISE 62
UNE TARENTAISE QUI PRÉSERVE SON CAPITAL NATURE 62
UNE ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE QUI REPOSE SUR LA QUALITÉ ET LA DIVERSIFICATION 62
UN TERRITOIRE DE QUALITÉ POUR LES RÉSIDENTS PERMANENTS 62
UNE OFFRE COMMERCIALE STRUCTURÉE ET DES COMMERCES VIVANT À L'ANNÉE 63
UNE OFFRE DE MOBILITÉ PLUS EFFICACE ET DES ALTERNATIVES À LA VOITURE SOLO 63
LIMITER LA CONSOMMATION FONCIÈRE, L'ÉMISSION DES GAZ A EFFET DE SERRE, LA CONSOMMATION DE L'ÉNERGIE, LES RISQUES ET LES NUISANCES 63
V- LE CONTENU DES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PIÈCES RÈGLEMENTAIRES DU PLU 64
Le document graphique du règlement 64
Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) 66
VI- ANALYSE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT 69
EFFETS SUR LE MILIEU PHYSIQUE 69
EFFETS SUR LA BIODIVERSITE ET LES MILIEUX NATURELS 70
EFFETS SUR LES SITES ET PAYSAGES 72
EFFETS SUR L'AGRICULTURE 75
EFFETS SUR LA FORET 75
EFFETS SUR L'ENERGIE 75
EFFETS SUR LES POLLUTIONS ET QUALITES DES MILIEUX 76
EFFETS SUR LES RESSOURCES NATURELLES 78
Effets sur les risques pour l'homme et la santé 79
SYNTHESE DES EFFETS DE LA REVISION ALLEGEE SUR L'ENVIRONNEMENT 80
VII- MESURES D'INTÉGRATION ENVIRONNEMENTALE 81
MESURES D'EVITEMENT 81
MESURES DE REDUCTION 81
EFFETS RESIDUELS 81
SYNTHESE DES MESURES ET DISPOSITIF DE SUIVI 82

OBJET DE LA PRÉSENTE PROCÉDURE

Le présent document a pour objet de présenter les évolutions apportées au PLU de la commune déléguée de SAINT-BON TARENTAISE à l'occasion de sa révision allégée n°3, conformément aux dispositions de l'article L153-34 du Code de l'urbanisme.

Le projet consiste à reclasser en UH environ 0,10 ha de secteur Ns, au droit de l'hôtel des Ducs de Savoie au Jardin Alpin.

L'objectif est de permettre au pétitionnaire, la SAS Hôtel Les Ducs de Savoie, de réaliser, dans le cadre de son projet de démolition-reconstruction de l'hôtel existant, une terrasse restaurant en RDC du nouveau bâtiment de l'hôtel Les Ducs de Savoie ainsi qu'un accès skieurs depuis la piste de ski du Jardin alpin.

La carte suivante présente la situation du secteur de la révision allégée au regard du PLU en vigueur.



Règlement graphique du PLU de la commune déléguée de Saint-Bon – Secteur du Jardin Alpin

Les objectifs formalisés sont les suivants :

- **Reclasser environ 0,10 ha du secteur Ns vers le secteur UH au niveau de l'hôtel des Ducs de Savoie au Jardin Alpin**
- **Définir les dispositions règlementaires assurant une interface adaptée entre ces deux secteurs, sur ce site.**

La présente évolution concerne moins de 1/1000ème du territoire de Saint-Bon. Ainsi, en application de l'article R104-11 du Code de l'urbanisme, **cette évolution n'est pas soumise à évaluation environnementale systématique mais uniquement à procédure « cas par cas » auprès de l'Autorité environnementale.**

Qu'est-ce que la procédure « cas par cas » ?

Si certaines procédures relatives aux documents d'urbanisme sont soumises de manière systématique à évaluation environnementale, d'autres doivent faire l'objet d'un examen au cas par cas afin de déterminer, au regard de leurs possibles impacts notables sur l'environnement, si une évaluation environnementale doit être réalisée. Le maitre d'ouvrage (commune de Courchevel), établi une auto-évaluation sur l'opportunité de soumettre la procédure à évaluation environnementale. La décision a été prise de ne pas soumettre cette procédure à évaluation environnementale (voir partie IV). Cette décision doit être confirmée par **l'autorité environnementale,** via une demande d'avis envoyée par la commune. Cet avis est annexé au dossier d'enquête publique. Suite à cet avis, écrit ou tacite, le Conseil municipal sera amené à le prendre en compte par délibération.

L'autorité environnementale procède à cet examen en se fondant sur une liste de critères portant sur les caractéristiques du projet, sa localisation et les caractéristiques de l'impact potentiel, en **application de l'article R 122-3 du Code de l'Environnement.**

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'OBJET DE LA PROCÉDURE

Quelques chiffres clés

Population municipale (commune nouvelle) : 2 370 habitants permanents au 1er janvier 2018 (population légale)

Lits touristiques : environ 38 000 lits touristiques

Coordonnées du maitre d'ouvrage

Monsieur le Maire de COURCHEVEL
228, rue de la mairie
Saint-Bon
73120 COURCHEVEL
Téléphone : (+33) 4 79 08 24 14
Télécopie : (+33) 4 79 08 20 02
Email : pierre.perrier@mairie-courchevel.com et julien.gourin@mairie-courchevel.com

Nota : cette procédure n'est pas de nature à remettre en cause l'ensemble du contenu du PLU opposable ni son économie générale.
En effet, les modifications envisagées s'inscrivent dans les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables retenu par la commune (PADD)

Rappel des étapes de la procédures

La procédure engagée doit veiller à respecter les obligations légales :
Le Conseil municipal délibère pour lancer la révision allégée et pour définir les modalités de concertation avec la population.

Le Conseil municipal tire le bilan de la concertation et arrête le projet de révision allégée. Le dossier est notifié au Préfet et aux personnes publiques associées, qui sont invitées à une réunion d'examen conjoint en mairie.
Le compte-rendu de cette réunion ainsi que l'ensemble des avis émis sont joints au dossier d'enquête publique.
L'organisation de l'enquête publique est définie par arrêté du Maire au moins quinze jours avant le début de l'enquête publique. Une publicité rappelant les modalités d'organisation est prévue (avis dans la presse, affichage, …). Cette enquête publique dure un mois avec un Commissaire enquêteur nommé par le tribunal administratif.

Il est précisé que l'approbation de la révision allégée n°3 du PLU interviendra par délibération motivée du Conseil municipal pour tenir compte des observations et des avis après remise du rapport d'enquête publique par le Commissaire enquêteur.

La publicité et l'information
La délibération qui lance la révision allégée, qui en définie les modalités de concertation et qui l'approuve fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R 153-20 du code l'urbanisme.
L'acte sera affiché pendant un mois au siège de la Mairie.
Il y aura mention de cet affichage et il sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

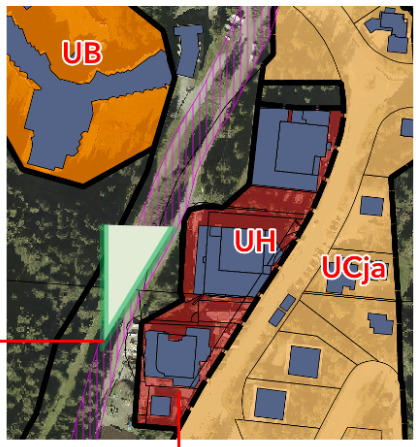
I- LES RAISONS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

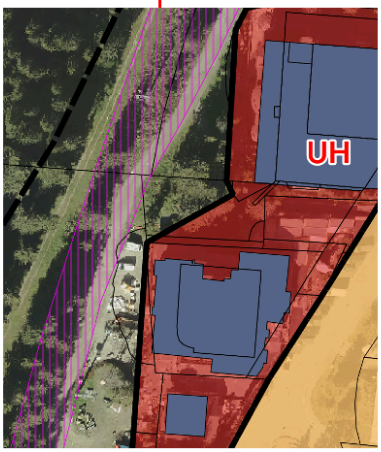
Le quartier du Jardin Alpin comprend notamment des établissements hôteliers emblématiques de la station. Au regard de la sensibilité paysagère particulière du site, le zonage du PLU a retenu une délimitation périphérique des secteurs constructibles au plus près du bâti existant, permettant toutefois généralement leur évolution. En effet, le PLU repose sur un parti d'urbanisme clair qui a pour but notamment d'encourager le renouvellement urbain et de manière générale les projets générant des lits marchands.

Le projet de démolition-reconstruction de l'hôtel des Ducs de Savoie rentre dans ce cadre. Le projet doit permettre de moderniser l'offre touristique en fonction des nouveaux besoins de la clientèle. La destination reste hôtelière, comme prévu au règlement du secteur UH.

Toutefois, il apparait que le projet de nouvel hôtel des Ducs de Savoie est fortement contraint par le PLU : l'emprise constructible correspond au quasi exclusivement à l'emprise au sol du bâti existant démoli.
Or, l'hôtel des Ducs de Savoie est aujourd'hui le seul des trois établissements bordant la piste du Jardin Alpin à ne pas bénéficier « d'une réserve foncière » pour laisser la possibilité d'une extension mesurée qui serait nécessaire dans le cadre d'un projet de renforcement. En effet, les opérations de renouvellement urbain (démolition-reconstruction) engendrent généralement une augmentation de la surface de plancher (donc du volume) initial pour moderniser le produit et améliorer les services offerts à la clientèle.





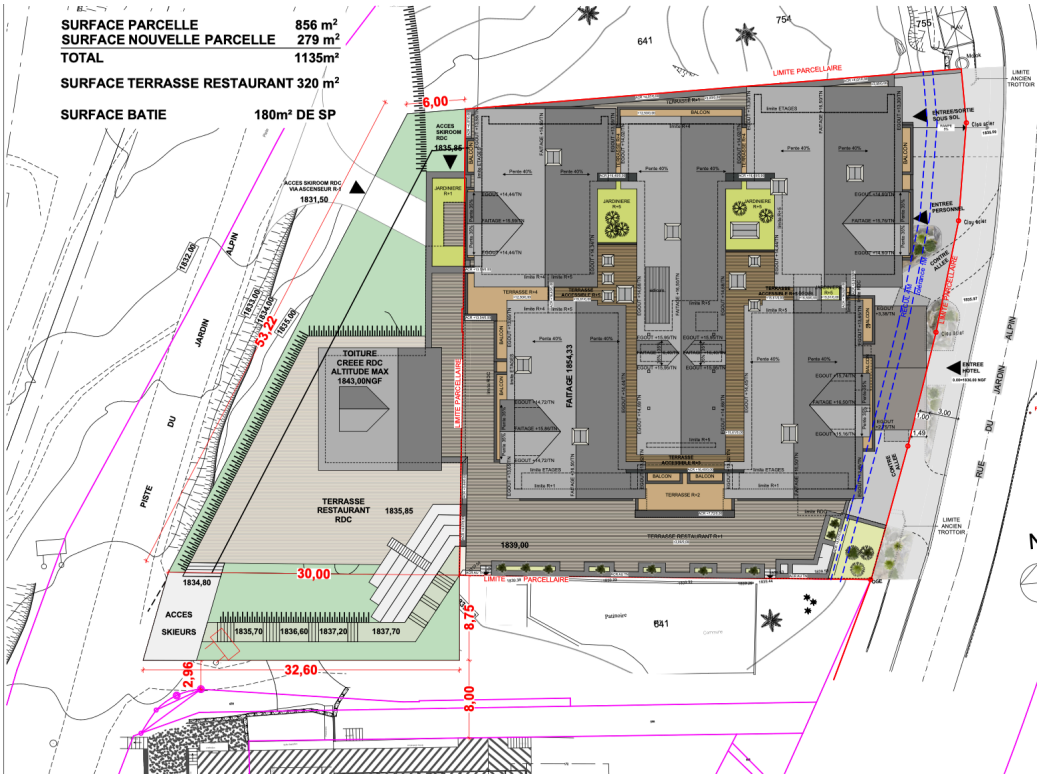


Des limites de zone constructible qui permettent une évolution des établissements hôteliers existants (les Airelles, Cheval Blanc)

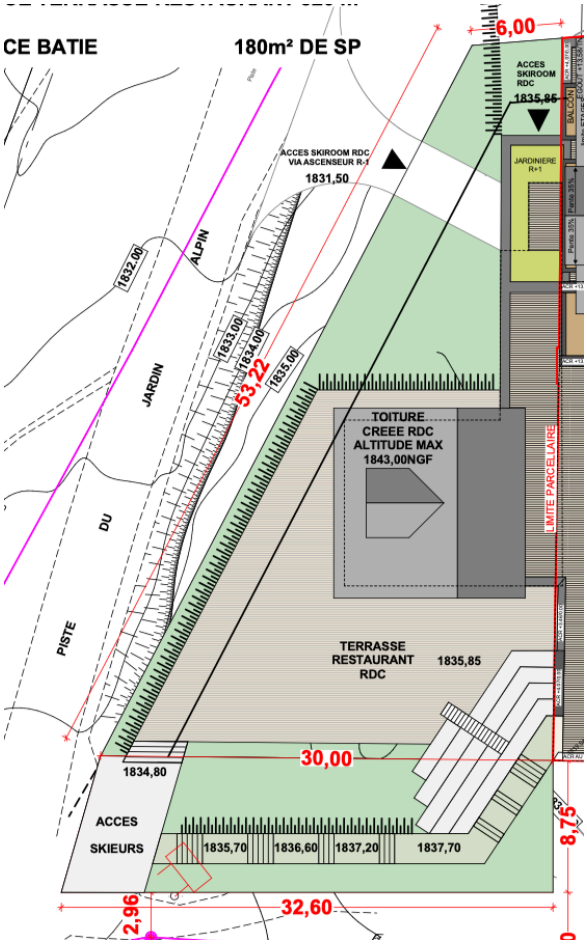
L'hôtel n'a donc pas aujourd'hui de possibilité d'extension, la limite de la zone constructible étant située au niveau du bâti existant. La majoration, encadrée, des possibilités de construire dans le cadre de ce projet de renouvellement urbain permettra l'évolution d'un établissement hôtelier dans le but de se doter d'une offre touristique renouvelée présente un intérêt pour soutenir l'attractivité de la station. **Toutefois, cette évolution devra assurer une transition adaptée vis-à-vis du secteur N « ski ».**

Le projet s'inscrit dans la démarche globale de renouvellement urbain de l'hôtel existant. Afin de limiter l'artificialisation des sols, la majeure partie de l'augmentation de la surface de plancher est réalisée en sous-sol, sous l'emprise actuelle du bâtiment. Toutefois, une majoration de l'emprise constructible est nécessaire pour assurer l'accroche au domaine skiable. **Cette accroche est essentielle pour la qualité du service offert par l'établissement.** Ainsi, la présente procédure vise à permettre un épaississement limité de l'emprise bâtie, via la réalisation d'une terrasse, d'une salle de restaurant en rez-de-chaussée en extension du bâtiment avec son espace d'accueil (environ 180 m2 de surface de plancher), ainsi qu'un accès skieurs depuis la piste de ski du Jardin Alpin.

Au total, le projet de renouvellement urbain représente environ 9 000 m2 de surface de plancher (contre moins de 5 000 m2 pour l'hôtel existant).



Plan masse du projet (source : INEX-A Architectes)



Zoom sur le secteur de révision allégée (source : INEX-A Architectes)

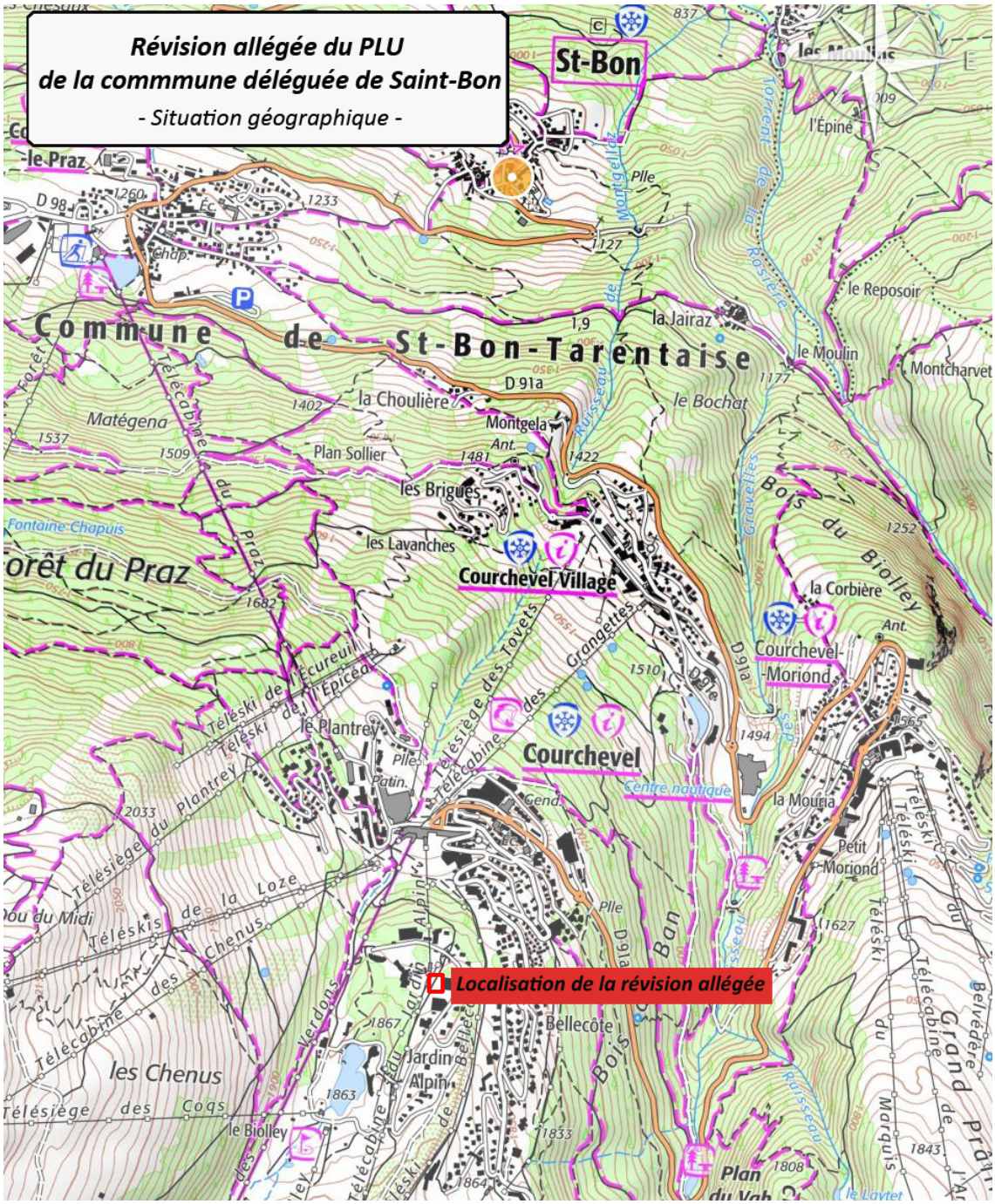
II- ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

MILIEU PHYSIQUE

Carte géographique et localisation du site

Le secteur concerné par la révision allégée se situe sur le territoire géographique de la commune de Courchevel.

La carte suivante présente le secteur concerné par la révision allégée.



Carte de situation du secteur de la révision allégée

Contexte climatique

Source de données : Météo France

Le poste météorologique de référence le plus proche est celui de Bozel, situé à une altitude de 865 mètres. Malgré cette proximité, c'est le poste météorologique de Pralognan-la Vanoise, situé à 1 420 mètres qui a été retenu comme référence en raison de sa position géographique qui reflète davantage l'amplitude altitudinale qui caractérise le territoire de Courchevel.

La pluviométrie moyenne annuelle est de 1075 mm. Les précipitations sont assez bien réparties dans l'année, avec un maximum en automne. Le mois d'avril est le plus sec.

L'enneigement est abondant et la présence du manteau neigeux varie de 4 à 6 mois en fonction de l'altitude, de l'exposition et de la végétation.

Les températures moyennes mensuelles vont de -2° C à 14° C et la moyenne annuelle est de 6° C.

Contexte géologique et hydrogéologique

Source de données :

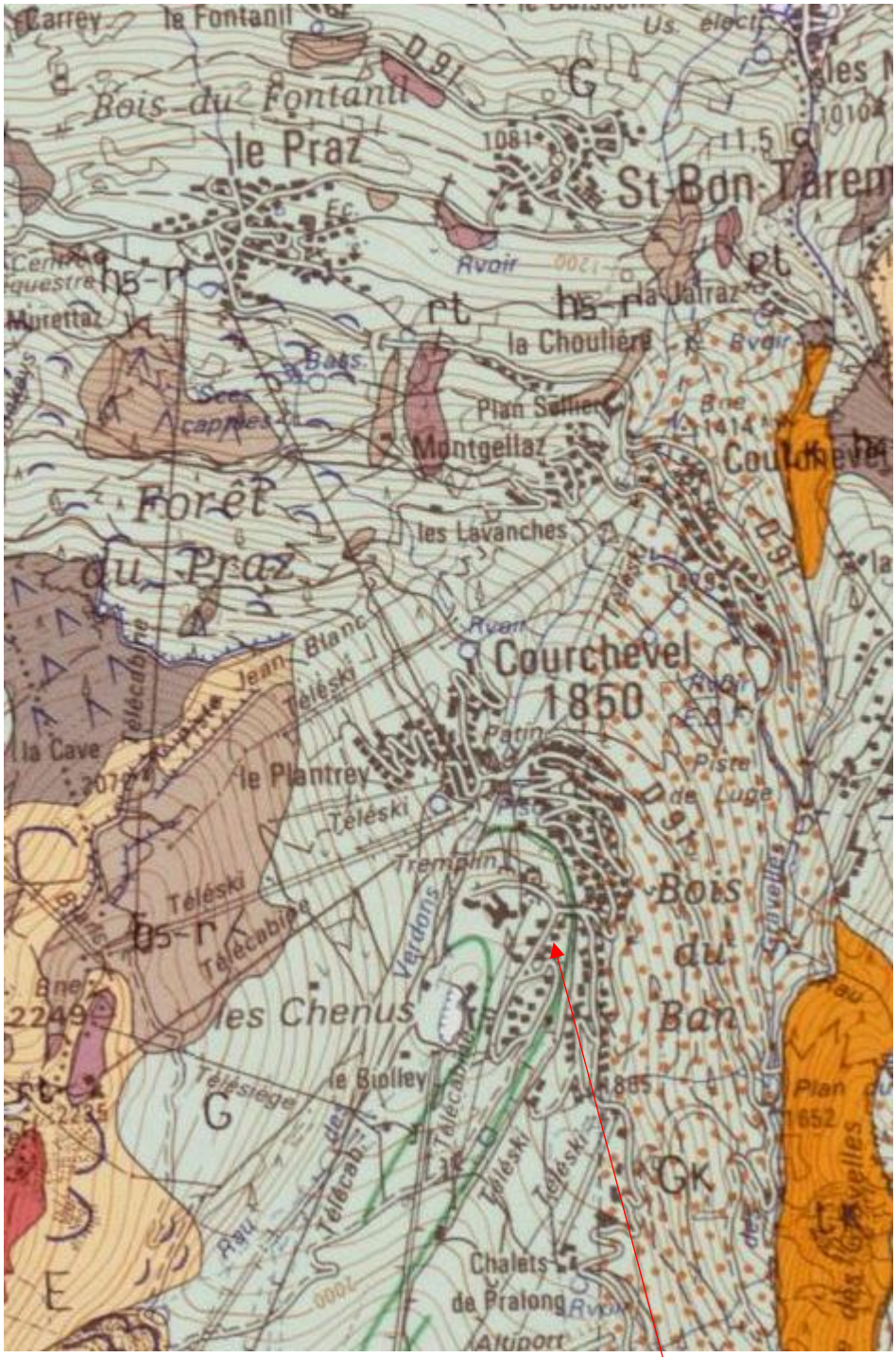
- *Carte géologique 1/50 000 Moûtiers – Editions du BRGM*

La commune de Courchevel se situe dans la grande unité géologique des Alpes appelée zone briançonnaise, et plus précisément dans la sous-unité de la zone houillère.

Plusieurs séries géologiques se distinguent :

- à l'ouest, une épaisse série détritique du carbonifère dite houillère, recouverte de schistes et de grès, de quartzites et de calcaires et dolomies
- à l'est et au sud, la série de la Vanoise composée de quartzites, calcaires et dolomies et des nappes de schistes lustrés
- les formations superficielles du quaternaire regroupant les éboulis rocheux, les cônes de déjection, les alluvions torrentielles et les masses colluviales de versant et moraines

Les terrains de la zone de révision allégée reposent sur des alluvions glaciaires indifférenciés (notées G sur la carte géologique 1/50 000 de Moutiers) comme l'indique la carte suivante.



Source : www.infoterre.brgm.fr

Sur le plan hydrogéologique, la commune de Courchevel est concernée par la masse d'eau souterraine n° 6406 du domaine plissé du bassin versant Isère et Arc. L'entité « Maurienne - Tarentaise – Vanoise » comporte deux types d'aquifères :

- les milieux poreux formés d'alluvions glaciaires et/ou modernes : ces alluvions sont constituées de sédiments sablo-graveleux localisés dans des ombilics et/ou des verrous (La Sassière, Rosuel, Les Arcs...). Ces aquifères assez productifs constituent des ressources intéressantes pour les stations de sports d'hiver.
- des milieux discontinus formés de milieux fissurés et de milieux karstifiés. Les milieux fissurés sont constitués de formations gypseuses présentent une perméabilité en grand liée à la dissolution des sulfates. Les sources sont peu nombreuses mais leur débit est fort (50 à 100 l/s - 180 à 360 m3/h). Par contre les formations schisteuses et calcaréo-schisteuses sont très peu perméables et ne donnent naissance qu'à de petites sources (débits inférieurs à 3 l/s - 10 m3/h). Les quartzites de la zone briançonnaise houillère sont très altérés et présentent une bonne perméabilité. Les milieux karstifiés se sont développés dans les terrains carbonatés de la zone sub-briançonnaise. Les débits des émergences sont très variables en fonction des saisons.

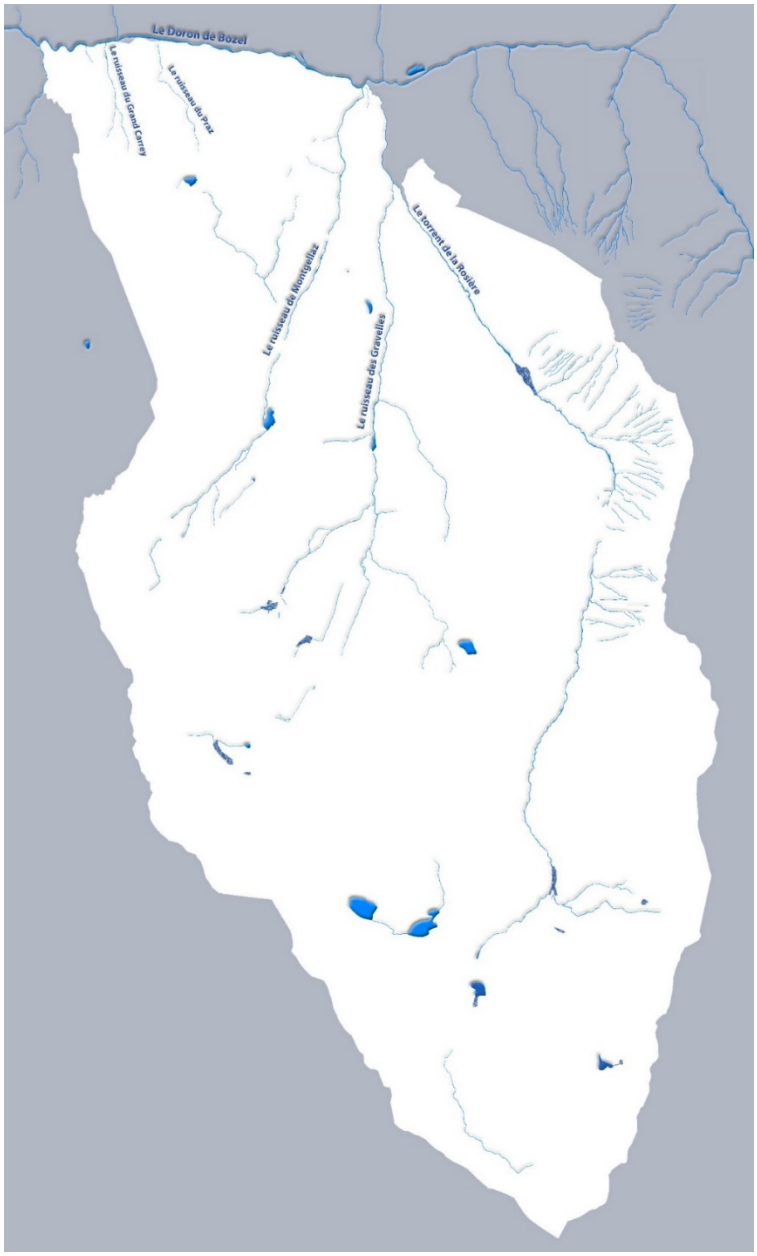
Réseau hydrographique

La commune de Courchevel se situe dans le bassin versant du Doron de Bozel, affluent de l'Isère.

Le Doron de Bozel reçoit en rive gauche quatre cours d'eau issus des pentes du versant de Courchevel : le torrent de la Rosière et son affluent le ruisseau des Gravelles, le ruisseau de Montgellaz, le ruisseau du Praz et le ruisseau du Grand Carrey.

Issu de la confluence du Doron de Champagny et du Doron de Pralognan, le Doron de Bozel draine un bassin versant d'environ 670 km^2 incluant les massifs de Bellecôte et de la Grand Casse, les glaciers de la Vanoise et le massif de Péclet Polset. Le régime du Doron de Bozel est de type nivo-glaciaire.

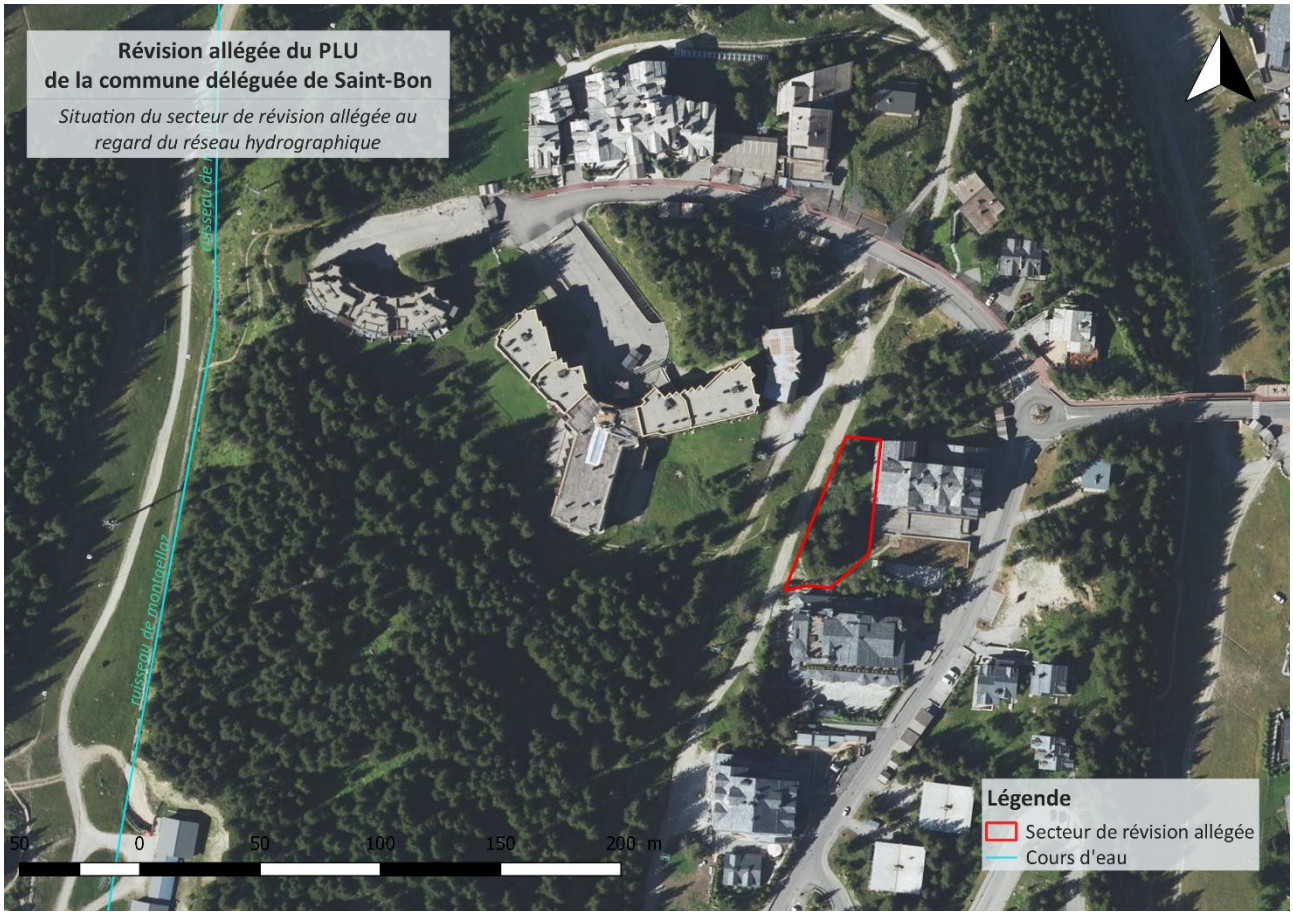
La carte suivante présente le réseau hydrographique de la commune.



Carte du réseau hydrographique de Courchevel

Aucun cours d'eau ne traverse le secteur de la révision allégée. Le ruisseau le plus proche est le ruisseau de Montgellaz, affluent du Doron de Bozel, qui s'écoule à l'ouest.

La carte suivante présente la situation de la révision allégée au regard du réseau hydrographique.



Carte de situation de la révision allégée au regard du réseau hydrographique

Synthèse des enjeux liés au milieu physique

Sous-thème	Analyse	Qualification de l'enjeu au regard de la révision allégée
Climat	Absence de contraintes particulières.	Nul
Géologie et hydrogéologie	Absence de formations géologiques et hydrogéologiques remarquables sur les secteurs concernés par la révision allégée.	Nul
Hydrographie	Aucun cours d'eau ne traverse le secteur de la révision allégée.	Nul

BIODIVERSITE ET MILIEUX NATURELS

Protections et données d'inventaires

Source de données :

- *Documents réglementaires et données d'inventaires (DREAL Auvergne-Rhône-Alpes)*
- *Document d'objectifs du site Natura 2000 S43 Massif de la Vanoise 2007-2012*
- *Données de l'Observatoire des Territoires de la Savoie*

Le Parc national de la Vanoise

Au cœur de la zone intra-alpine des Alpes occidentales, le Parc national de la Vanoise couvre un territoire de près de 200 000 hectares. Près de 53 000 hectares sont classés dans le cœur du Parc, espace soumis à une protection forte et doté d'une réglementation spécifique.

Autour de cette zone s'étend le périmètre optimal. Ce premier Parc national français, créé en juillet 1963, concerne 28 communes des vallées de la Maurienne et de la Tarentaise. Il forme, en continuité avec le Parc national italien du Grand Paradis, le plus grand espace naturel protégé d'Europe occidentale. Il accueille 1 200 espèces floristiques différentes, dont 200 espèces remarquables, et abrite environ 1 800 bouquetins, 4 000 chamois et 120 oiseaux nicheurs. De nombreuses espèces sont protégées au niveau national, régional et européen.

L'ensemble du territoire communal est situé dans le Parc. 672 hectares sont inclus dans le cœur du Parc, soit 11,4 % de la surface communale. Ils se situent sur un secteur d'altitude au pied de l'Aiguille du Fruit, grossièrement limitée par quatre cols : le col de Chanrossa, le col du Fruit, le col de Chanrouge et le col de la Platta.

La carte suivante présente la localisation du secteur de la révision allégée au regard de la zone cœur du Parc national de la Vanoise (Source : DREAL Auvergne Rhône-Alpes).



Carte de localisation du secteur de la révision allégée au regard de la zone cœur du Parc National de la Vanoise

Le site Natura 2000 du massif de la Vanoise

Le massif de la Vanoise a été désigné sous l'appellation site Natura 2000 FR8201783 « Massif de la Vanoise » par arrêté ministériel du 17 octobre 2008 en zone spéciale de conservation (ZSC) au titre de la directive Habitat. Le massif a également été désigné en zone de protection spéciale (ZPS) au titre de la directive Oiseaux par arrêté ministériel du 29 février 1988 modifié par l'arrêté du 03 septembre 2018 sous l'appellation FR8210032. Outre le cœur du Parc de la Vanoise, le périmètre de la ZSC comprend, sur la commune de Courchevel, la réserve biologique domaniale de la Dent du Villard.

La carte suivante présente la localisation du secteur de la révision allégée au regard du périmètre du site Natura 2000 du massif de la Vanoise (Source : DREAL Auvergne Rhône-Alpes).



Carte de localisation du secteur de la révision allégée au regard du site Natura 2000 du massif de la Vanoise

La réserve biologique domaniale de la Dent du Villard

Cette réserve englobe toute la forêt domaniale du même nom, dont les terrains dont été acquis par l'État de 1891 à 1894 au titre des lois sur la restauration des terrains en montagne.

Elle abrite un milieu rare en Europe, la forêt de pins à crochets sur gypse.

La réserve couvre une superficie de 309 hectares, répartie entre 940 à 2 284 mètres d'altitude, sur les communes de Courchevel (60%), Bozel et Le Planay.

L'Office National des Forêts est le gestionnaire de cet espace. Il est chargé de l'application du plan de gestion. Les objectifs prioritaires que ce document a mis en évidence, sont le maintien de la forêt de pins à crochets, une meilleure connaissance des richesses naturelles du site et la sensibilisation du public à ce patrimoine naturel d'exception.

Le périmètre de la réserve est entièrement inclus dans le site Natura 2000 du massif de la Vanoise.

Les Zones Naturelles d'Inventaires Faunistiques et Faunistiques (ZNIEFF)

Quatre ZNIEFF de type 1 et une ZNIEFF de type 2 sont identifiées sur la commune de Courchevel :

- le massif de la Dent du Villard et du rocher de Villeneuve, ZNIEFF de type 1 n° 73150007, superficie 1 753,51 hectares
- le vallon de Chavière, ZNIEFF de type 1 n° 73150017, superficie 3 387,55 hectares
- les montagnes de la Petite et de la Grande Val, ZNIEFF de type 1 n° 73150018, superficie 1 401,25 hectares
- le vallon du Fruit, ZNIEFF de type 1 n° 73150048, superficie 2 024,60 hectares
- le massif de la Vanoise, ZNIEFF de type 2 n° 7315 – Superficie 120 987 hectares

La carte suivante présente la localisation du secteur de la révision allégée au regard des périmètres de ZNIEFF (Source : DREAL Auvergne Rhône-Alpes).

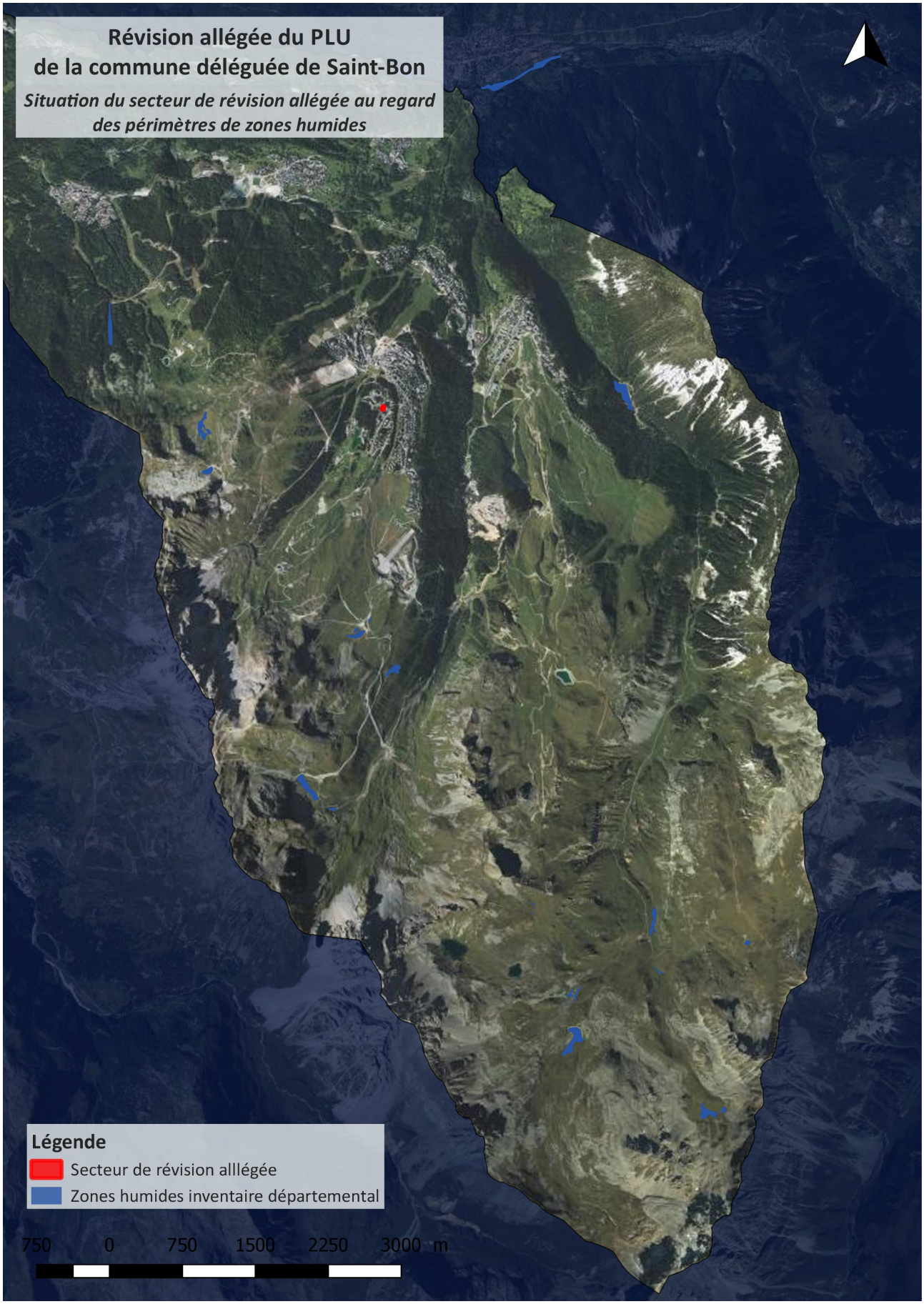


Carte de localisation du secteur de la révision allégée au regard des périmètres de ZNIEFF

Les zones humides

Le Conservatoire des Espaces Naturels de la Savoie répertorie 17 zones humides sur la commune de Courchevel. Elles sont constituées essentiellement de marais et de lacs d'altitude.

La carte suivante présente la localisation du secteur de la révision allégée au regard des périmètres de zones humides (Source : DREAL Auvergne Rhône-Alpes).



Carte de localisation du secteur de la révision allégée au regard des périmètres de zones humides

Synthèse de la localisation du secteur de la révision allégée au regard des protections réglementaires et des données d'inventaires

La carte suivante présente la localisation du secteur de la révision allégée au regard des protections réglementaires et des données d'inventaires.



Carte de localisation du secteur de la révision allégée au regard des protections réglementaires et des données d'inventaires

Le secteur de la révision allégée se situe complètement en dehors des périmètres des sites naturels protégés ou faisant l'objet de données d'inventaires.

Diagnostic écologique du site

Le secteur de la révision allégée a fait l'objet d'une visite de terrain le 17 juin 2021 afin de caractériser les habitats naturels et relever les espèces animales présentes. La visite a été réalisée par Valérie Tairraz, écologue (Mont'Alpe-Chamonix) et Mathilde Tairraz, étudiante en master d'écologie. La journée était chaude et ensoleillée, sans vent.

Recherche bibliographique

En complément des données réglementaires et d'inventaires disponibles, les bases de données suivantes ont été consultées :

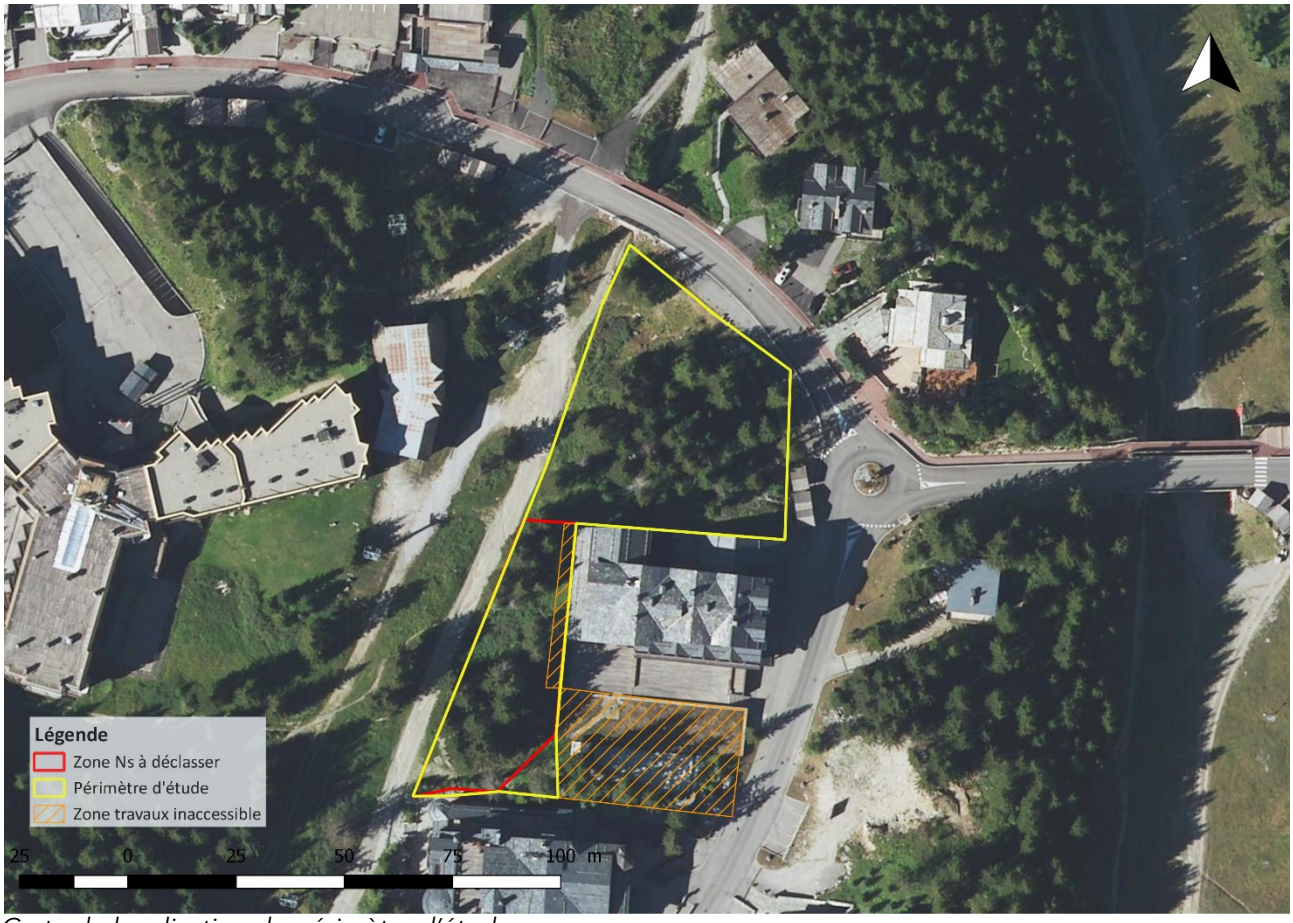
- les données d'inventaires du patrimoine naturel national (INPN et DREAL Auvergne Rhône-Alpes)
- le Pôle Flore Habitat Fonge – Observatoire de la biodiversité en Auvergne -Rhône-Alpes
- l'Observatoire de la biodiversité de Savoie

Investigations de terrain

Le périmètre d'étude :

Préalablement aux investigations de terrain, un périmètre d'étude a été défini. Il comprend le site même concerné par la révision allégée, élargi aux espaces naturels et semi-naturels périphériques. Ces espaces périphériques ont permis de caractériser les habitats naturels du secteur de la révision allégée dont une partie n'était pas accessible en raison des travaux de construction de l'hôtel. L'analyse fine de la vue aérienne a permis de caractériser les habitats du secteur non accessible.

La carte suivante présente le périmètre d'étude retenu.



Carte de localisation du périmètre d'étude

<u>Les protocoles d'inventaires</u> :

Habitats et flore :
Afin de caractériser les habitats naturels, des inventaires floristiques ont été conduits sur l'ensemble du périmètre d'étude. Les données recueillies ont été saisies directement sur le terrain au moyen d'une tablette durcie Fieldbook K80 équipée du logiciel de SIG QGis18, d'un GPS intégré et d'un appareil photographique. La table attributaire associée à chacun des habitats naturels identifiés sur le terrain a ainsi été renseignée des données recueillies. Les relevés floristiques ont servi de base à l'élaboration de la cartographie des habitats naturels dont la description a été établie selon le code Corine Biotope. L'équivalence avec le code Natura 2000 a permis de préciser la valeur communautaire de chacun des habitats.

Faune :
Les investigations de terrain ont été ciblées sur la prospection des espèces des groupes faunistiques susceptibles d'occuper le site de façon permanente ou temporaire en conditions normales (hors travaux). Il s'agit des groupes faunistiques suivants :

- <u>les mammifères terrestres</u>

L'étude de ce groupe s'est effectuée sur la base d'observations de terrain directes ou indirectes par reconnaissance de traces et d'indices de présence des espèces susceptibles d'occuper le site.

- <u>les oiseaux diurnes</u>

L'inventaire de l'avifaune diurne a été réalisé par écoute au chant et observation directe.

- <u>les reptiles</u>

La prospection de ce groupe s'est effectuée par des observations visuelles directes de jour. La méthodologie d'inventaire a consisté à prospecter à pied les secteurs de la zone d'étude les plus favorables aux reptiles : les milieux ensoleillés en bordure du site (piste carrossable) ainsi que les lisières boisées.

- les amphibiens

Aucun habitat humide n'étant observé dans le périmètre d'étude, ce groupe n'a pas fait l'objet de prospections ciblées.

Les rapaces nocturnes n'ont pas fait l'objet de prospections ciblées en raison de l'absence d'habitats favorables aux différentes espèces de montagne et en particulier aux deux petites chouettes de montagne patrimoniales (Chevêchette d'Europe et Chouette de Tengmalm) qui occupent de vastes peuplements forestiers éloignés des zones d'habitat.

Les Chiroptères n'ont pas fait l'objet de prospections ciblées en raison de l'anthropisation de la zone d'étude et de l'absence de milieux favorables à ce groupe. La zone d'étude ne constitue en effet pas un habitat à enjeu pour ce groupe en raison de l'absence de gîtes favorables et de zones de chasse.

Habitats naturels

La pessière subalpine à Airelles (CB 42.211) x les landes à Rhododendron (CB 31.42)

La pessière subalpine à Airelles constitue l'habitat principal du site, elle couvre les pentes des talus qui bordent l'hôtel Les Ducs de Savoie. La pessière est dominée par l'Epicéa (*Picea abies*), accompagné du Bouleau verruqueux (*Betula pendula*) et des Sorbiers.

Le sous-bois accueille une lande à Rhododendron ferrugineux (*Rhododendron ferrugineum*), accompagné de la Myrtille (*Vaccinium myrtillus*) et de la Polygale faux buis (*Polygala chamaebuxus*). La strate herbacée est caractéristique de la pessière subalpine avec la Grande pâquerette (*Bellidiastrum michelii*), le Mélampyre des bois (*Melampyrum sylvaticum*), la Pyrole unilatérale (*Pyrola secunda*), la Violette des bois (*Viola reichenbachiana*) ou encore l'Homogyne des Alpes (*Homogyna alpina*).

Valeur patrimoniale

Les pessières subalpines constituent un habitat d'intérêt communautaire « 9410 – Forêts acidophiles à Picea des étages montagnard à alpin ».



Les landes à Rhododendron constituent également un habitat d'intérêt communautaire « 4060-4 - Landes subalpines acidiphiles hautes à Rhododendron ferrugineux ».



Pessière subalpine du site

Les mégaphorbiaies des montagnes hercyniennes du Jura et des Alpes (CB 37.81)

La mégaphorbiaie occupe le secteur NO du périmètre d'étude. Elle est largement dominée par l'Epilobe à feuilles étroites (*Epilobium angustifolium*) accompagnée de saules et du Géranium des bois (*Geranium sylvaticum*).

Valeur patrimoniale

Les mégaphorbiaies sont d'intérêt communautaire, codifiées « 6430 - Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin ».

Les fourrés à *Juniperus communis* subsp. *nana* (CB 31.431)

Ces formations de landes subalpines occupent les replats amont des pessières subalpines, sur des petites surfaces. Outre le Genévrier nain, se développent le Rhododendron ferrugineux (*Rhododendron ferrugineum),* la Myrtille *(Vaccinium myrtillus),* la Clématite des Alpes (*Clematis alpina*), la Globulaire à tige nue (*Globularia nudicaulis*), l'Hippocrepis à toupet (*Hippocrepis comosa*) et la Gentiane acaule (*Gentiana acaulis*).



Clématite des Alpes

Valeur patrimoniale

Les fourrés à *Juniperus communis* subsp. *nana* sont d'intérêt communautaire, codifiés « 4060 – Landes alpines et subalpines».

La carte suivante présente les habitats naturels de la zone d'étude.



Carte des habitats naturels de la zone d'étude

Habitats naturels – Synthèse et enjeux

Les habitats naturels observés dans la zone d'étude constituent des habitats rélictuels du secteur de Courchevel avant l'aménagement du Jardin alpin. Ils occupent de petites superficies au sein d'un espace largement anthropisé par l'urbanisation et les infrastructures nécessaires au domaine skiable. Ces habitats sont par ailleurs bien représentés dans les Alpes internes et ne sont pas menacés.

Le niveau d'enjeu peut être qualifié de **faible** à l'échelle de la zone d'étude.

Flore

Un peu plus d'une cinquantaine d'espèces végétales différentes ont été relevées sur la zone d'étude, aucune d'entre elle ne bénéficie d'un statut de protection (Arrêtés du 20/01/1982 et du 23/05/2013, annexe IV de la Directive Habitat).

Aucune d'entre elles ne figure non plus sur la liste des espèces déterminantes de l'inventaire ZNIEFF en Rhône-Alpes ou n'est inscrite sur les listes rouges suivantes :

- UICN France, FCBN & MNHN, 2012, liste rouge des espèces menacées en France, chapitre Flore vasculaire de France métropolitaine : premiers résultats pour 1 000 espèces, sous-espèces et variétés
- Liste rouge Rhône Alpes, version validée par le CSRPN le 25 mars 2014
- Inventaire commenté et liste rouge des plantes vasculaires de Savoie – Bulletin spécial n° 2 de la Société Mycologique et Botanique de la Région Chambérienne – Thierry Delahaye et Patrice Prunier - 2006

La liste des espèces relevées lors des inventaires figure en annexe 1.

Flore – Synthèse et enjeux

En l'absence d'espèces patrimoniales, le niveau d'enjeu peut être qualifié de **nul** à l'échelle de la zone d'étude.

Faune

Les investigations de terrain ont été ciblées sur la prospection des espèces des groupes faunistiques susceptibles d'occuper le périmètre d'étude de façon permanente ou temporaire. Les paragraphes suivants rendent compte des résultats des investigations.

Les oiseaux diurnes

3 espèces différentes ont été contactées en dehors de la zone d'étude (contact au chant et de visu). Aucune espèce n'a été contactée dans la zone d'étude.

Le tableau suivant présente la liste des espèces contactées avec leur habitat de nidification et leur statut de nidification dans la zone d'étude.

Oiseaux		**Milieu de nidification sur le site**	**Statut de nidification**
Nom scientifique	**Nom commun**		
Fringilla coelebs	Pinson des arbres	Boisements	Nicheur potentiel
Regulus regulus	Roitelet huppé	Boisements	Nicheur potentiel
Turdus pilaris	Grive litorne	Prairies en lisière de forêts	Non nicheur

Le tableau suivant présente le statut de protection et de menace des oiseaux contactés.

Oiseaux		**Statut au regard des données de réglementation**			
		Oiseaux	**Niveau national de protection**		**Niveau européen de protection**
Nom scientifique	***Nom scientifique***	Liste rouge régionale	Protection nationale	Liste rouge nationale	Directive Oiseaux
Fringilla coelebs	Pinson des arbres	LC	N	LC	
Regulus regulus	Roitelet huppé	LC	N	LC	
Turdus pilaris	Grive litorne	LC		LC	

Protection nationale : N : espèce protégée sur l'ensemble du territoire français (Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection et en particulier de l'Article 3)

Directive Oiseaux : Annexe I : espèces faisant l'objet de mesures de conservation spéciales en ce qui concerne leur habitat (Zone Spéciale de Conservation, ZPS) – Annexe II : espèces autorisées à la chasse dans certains pays membres

Listes rouges : CR : gravement menacé d'extinction EN : menacé d'extinction VU : Vulnérable NT : quasi menacé LC : préoccupation mineure DD : insuffisamment documenté (UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS, 2016, liste rouge des espèces menacées en France, chapitre Oiseaux de France métropolitaine – Liste Rouge des Vertébrés Terrestres de la région Rhône-Alpes, CORA Faune Sauvage, 2008)

Les mammifères terrestres

Aucun mammifère n'a été contacté lors de la visite de terrain et aucun indice de présence n'a été observé dans la zone d'étude.

Les reptiles

Aucune espèce de reptile n'a été observée dans la zone d'étude ni même en périphérie.

Les amphibiens

En l'absence de milieu humide sur le site et en périphérie immédiate, la probabilité de présence d'amphibiens est quasi nulle.

Faune – Synthèse et enjeux

Les oiseaux diurnes :

Les 2 espèces contactées en périphérie de la zone d'étude et potentiellement nicheuses sur le site compte tenu des habitats naturels sont protégées mais non menacées. Le secteur de la révision allégée, constituée d'une bande boisée en bordure de l'hôtel ne constitue pas un site de nidification très favorable aux passereaux de montagne en général. Ces 2 espèces, ainsi que d'autres espèces comme la Mésange noire, la Mésange boréale, le Bec croisé des sapins, le Rougegorge familier fréquentent sans doute le site de façon ponctuelle.

En l'absence d'espèce patrimoniale, le niveau d'enjeu peut être qualifié de **faible** pour ce groupe.

Les mammifères terrestres :
L'Ecureuil roux est susceptible d'occuper la zone d'étude. La Fouine, ainsi que le Renard roux fréquentent potentiellement la zone.

L'Ecureuil roux est protégé au plan national mais n'est pas menacé, sa présence n'est par ailleurs pas avéré, il n'est pas considéré comme relevant d'un enjeu particulier sur le site.

Le niveau d'enjeu concernant ce groupe est jugé **faible** dans la mesure où les mammifères terrestres bénéficient de conditions d'habitats optimales sur de larges portions de territoire de la commune et notamment des habitats forestiers.

Les reptiles :

Aucune espèce n'a été observée dans la zone d'étude et sa périphérie immédiate. Les habitats naturels observés ne sont pas favorables aux reptiles, seul le Lézard des murailles est susceptible d'occuper les bâtiments périphériques à la zone.

Le niveau d'enjeu peut être qualifié de **faible** pour ce groupe.

Continuités écologiques et dynamique écologique

Les déplacements de la faune sauvage sont nécessaires à l'accomplissement des cycles de vie en permettant de répondre aux besoins quotidiens (se nourrir), saisonniers (se reproduire) et annuels (colonisation de nouveaux espaces, migrations).

Les continuités écologiques sont constituées de l'ensemble des milieux favorables à un groupe écologique donné et composées de différents éléments continus sans interruption physique. Les corridors écologiques correspondent à des continuités réduites en surface, formant les maillons sensibles des réseaux écologiques. Le rôle des corridors est de garantir la connectivité fonctionnelle des populations animales entre des habitats naturels. Cette connectivité agit sur la dynamique de ces populations en réduisant les probabilités d'extinction et en favorisant les recolonisations. A l'inverse, la fragmentation d'un corridor a des effets négatifs sur les populations animales.

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes et la trame verte et bleue régionale

Dans la continuité des Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE), le SRADDET a pour objectif la préservation et la restauration de la trame verte et bleue, composée des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques pour stopper la fragmentation des espaces et l'érosion de la biodiversité.

Les SRCE d'Auvergne et de Rhône-Alpes ont défini à l'échelle régionale une trame verte et bleue qui doit permettre de préserver les grandes continuités écologiques pour le déplacement et la survie des espèces. Les choix méthodologiques des SRCE des ex régions, approuvés en 2014 en Rhône-Alpes et en 2015 en Auvergne, issus d'une large concertation rassemblant à la fois des experts et des acteurs locaux ont été respectés et conservés dans la mesure du possible. Ces méthodologies étaient basées notamment sur :

- Une approche éco-paysagère
- Une intégration dans les réservoirs de biodiversité de périmètres existants, déjà identifiés, et reconnus pour leur valeur écologique.

Des ajustements ont cependant été nécessaires pour harmoniser la cartographie de la trame verte et bleue à l'échelle de la nouvelle région, tout en conservant certaines spécificités propres à l'Auvergne ou à Rhône-Alpes.

Ainsi les espaces identifiés comme des « corridors diffus » dans le SRCE Auvergne et « espaces perméables » dans le SRCE Rhône-Alpes, représentant des surfaces importantes du territoire sans enjeu prioritaire mais de bonne qualité globale en termes de connectivité ont été fusionnés en « espaces perméables relais » dans le SRADDET.

Les préconisations concernant ces deux types d'espaces étaient relativement semblables dans les deux SRCE sont retranscrites pour les espaces perméables relais dans le SRADDET, les acteurs locaux devant veiller à préserver globalement ces espaces de l'urbanisation et à maintenir leur vocation naturelle ou agricole (Règle 40 – Préservation de la biodiversité ordinaire).

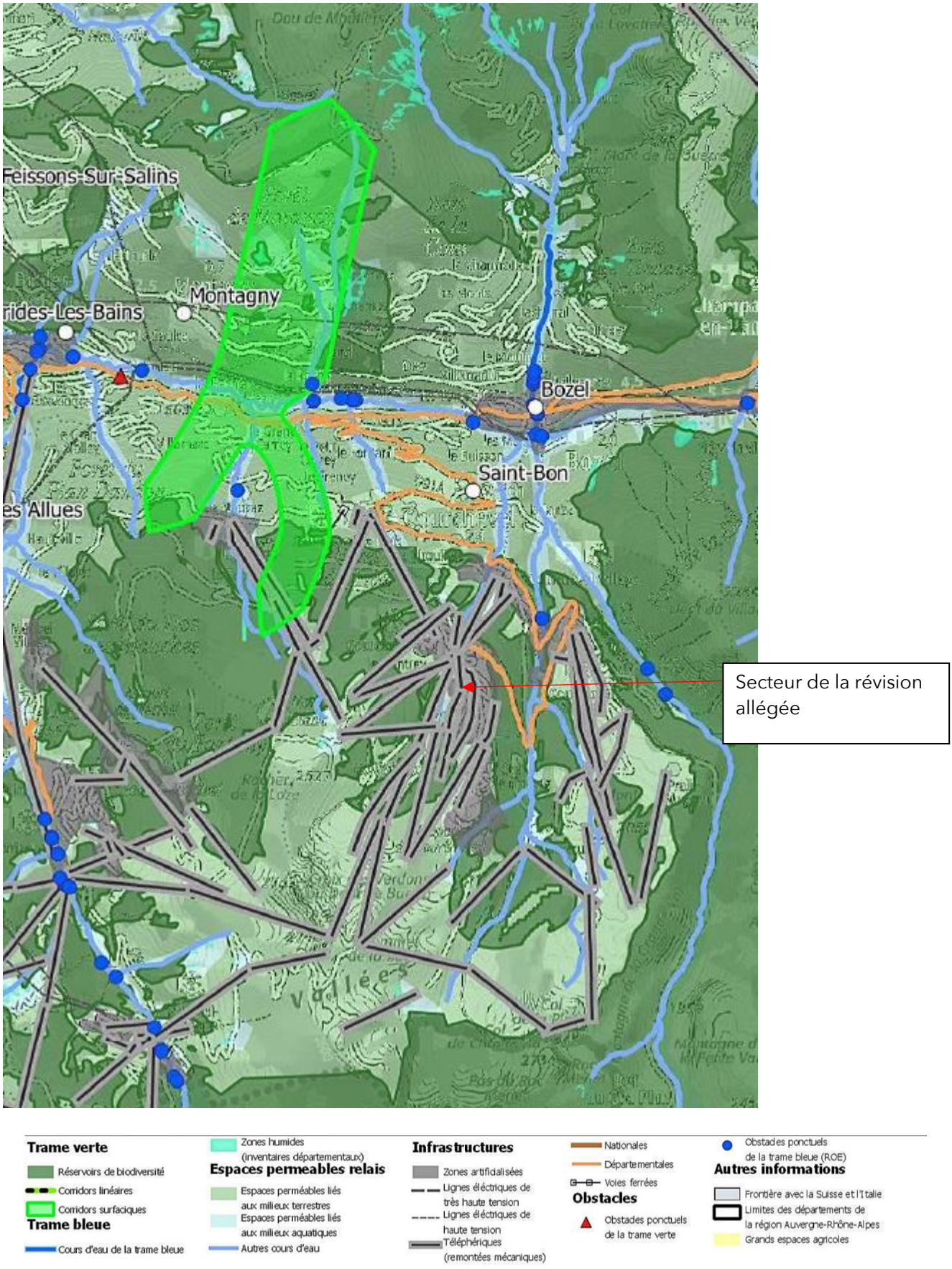
En revanche, des différences ont été maintenues dans les types de corridors écologiques, comme par exemple les corridors thermophiles en pas japonais décrits dans le SRCE Auvergne et repris dans le SRADDET sans équivalent côté Rhône-Alpes.

Les choix faits pour le SRADDET sont par ailleurs conformes aux Orientations Nationales de la Trame Verte et Bleue (ONTVB).

La trame verte et bleue régionale identifie pour l'espace rhône alpin les espaces suivants :

- **les réservoirs de biodiversité** comprenant les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope, les Réserves Naturelles Nationales, les Réserves Naturelles Régionales, les Cœurs de Parcs Nationaux, les Réserves biologiques forestières, les sites Natura 2000, la quasi-totalité des ZNIEFF de type 1, les Réserves Nationales de Chasse et de Faune Sauvage, les Réserves de Chasse et de Faune Sauvage gérées par l'ONCFS, les zones potentielles de reproduction du Tétras lyre, les aires de présence du Grand tétras, les sites gérés par les Conservatoires d'Espaces Naturels et par le Conservatoire du littoral, les Sites classés pour raison écologique, les forêts de protection et les îlots de sénescence tels qu'ils étaient définis dans le SRCE Rhône-Alpes
- **les corridors écologiques d'importance régionale**
- **la trame bleue comprenant l**es cours d'eau et canaux classés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement, les zones humides contribuant à la réalisation des objectifs de la Directive cadre sur l'eau (DCE) ainsi que les Zones Humides d'Intérêt Environnemental Particulier et les zones humides Ramsar, les couvertures végétales permanentes le long de certains cours d'eau mentionnées au L. 211- 14 du code de l'Environnement, les lacs naturels, les zones humides résultant des inventaires départementaux et portées à connaissance par les services de l'Etat ou les Départements, les réservoirs biologiques des SDAGE, les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau, lorsqu'ils sont connus et cartographiés localement, les chevelus de tête de bassin, les zones prioritaires des Plans Nationaux d'Action et les frayères.
- **les espaces perméables relais**

La carte suivante présente la localisation du secteur de la révision allégée au regard de la trame verte et bleue régionale.



Atlas cartographique de la trame verte et bleue régionale – Commune de Courchevel – Localisation du secteur de la révision allégée

Une partie du territoire communal est cartographiée en tant que réservoirs de biodiversité, qu'il faut préserver ou remettre en état. Ces réservoirs de biodiversité correspondent à des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement. Ils ont été identifiés sur la base de périmètres de sites existants d'intérêt patrimonial reconnu du point de vue écologique et partagé par la communauté scientifique et les acteurs locaux.

Des espaces perméables relais ont été cartographiés. Ces espaces perméables permettent d'assurer la cohérence de la Trame verte et bleue, en complément des corridors écologiques, en traduisant l'idée de connectivité globale du territoire. Ils sont globalement constitués par une nature dite « ordinaire » mais indispensable au fonctionnement écologique du territoire régional. Il s'agit principalement d'espaces terrestres à dominantes agricole, forestière et naturelle mais également d'espaces liés aux milieux aquatiques. Les espaces perméables constituent des espaces de vigilance, jouant un rôle de corridors permettant de mettre en lien des réservoirs de biodiversité.

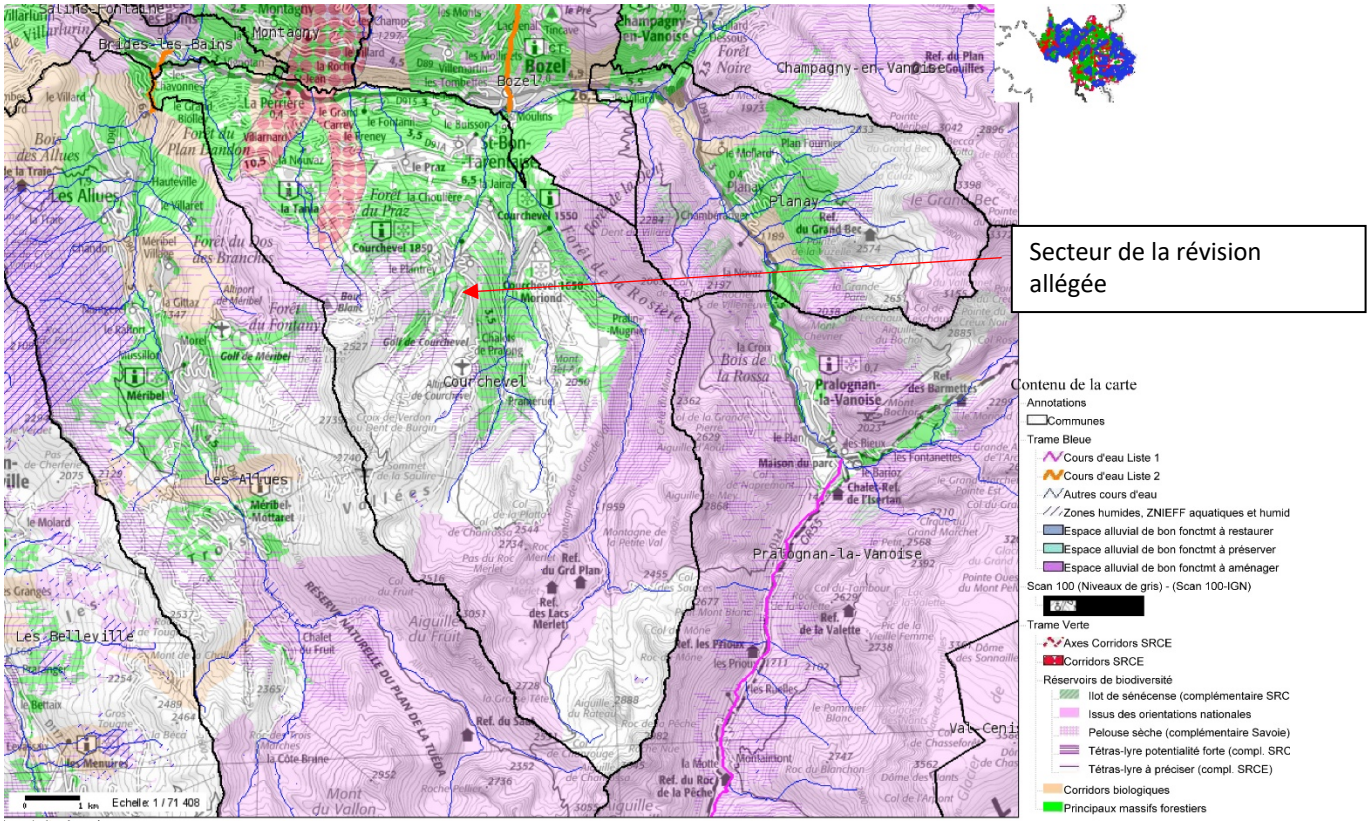
Au niveau de la trame bleue, sont également identifiés les cours d'eau de la trame bleue (aucun sur Val d'Isère), les zones humides des inventaires départementaux, les obstacles à l'écoulement des eaux ainsi que les espaces perméables liés aux milieux aquatiques. Ces derniers permettent de mettre en connexion les différents secteurs aquatiques et humides à l'échelle du territoire communal mais également intercommunal.

Un corridor écologique surfacique est identifié à la Trame verte et bleue régionale en bordure ouest du territoire communal de Courchevel. Le secteur de la révision allégée se situe au sein d'un espace identifié comme artificialisé.

La cartographie départementale de la Trame Verte et Bleue

La cartographie départementale de la Trame Verte et Bleue est un recensement des continuités écologiques à préserver et restaurer à l'échelle du département, définies en concertation avec les collectivités locales. Elle est cohérente avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique. Elle localise à son échelle les continuités écologiques d'importance régionale.

La carte suivante présente la Trame Verte et Bleue du territoire de Courchevel au sein de la trame départementale et la localisation du secteur de la révision allégée.

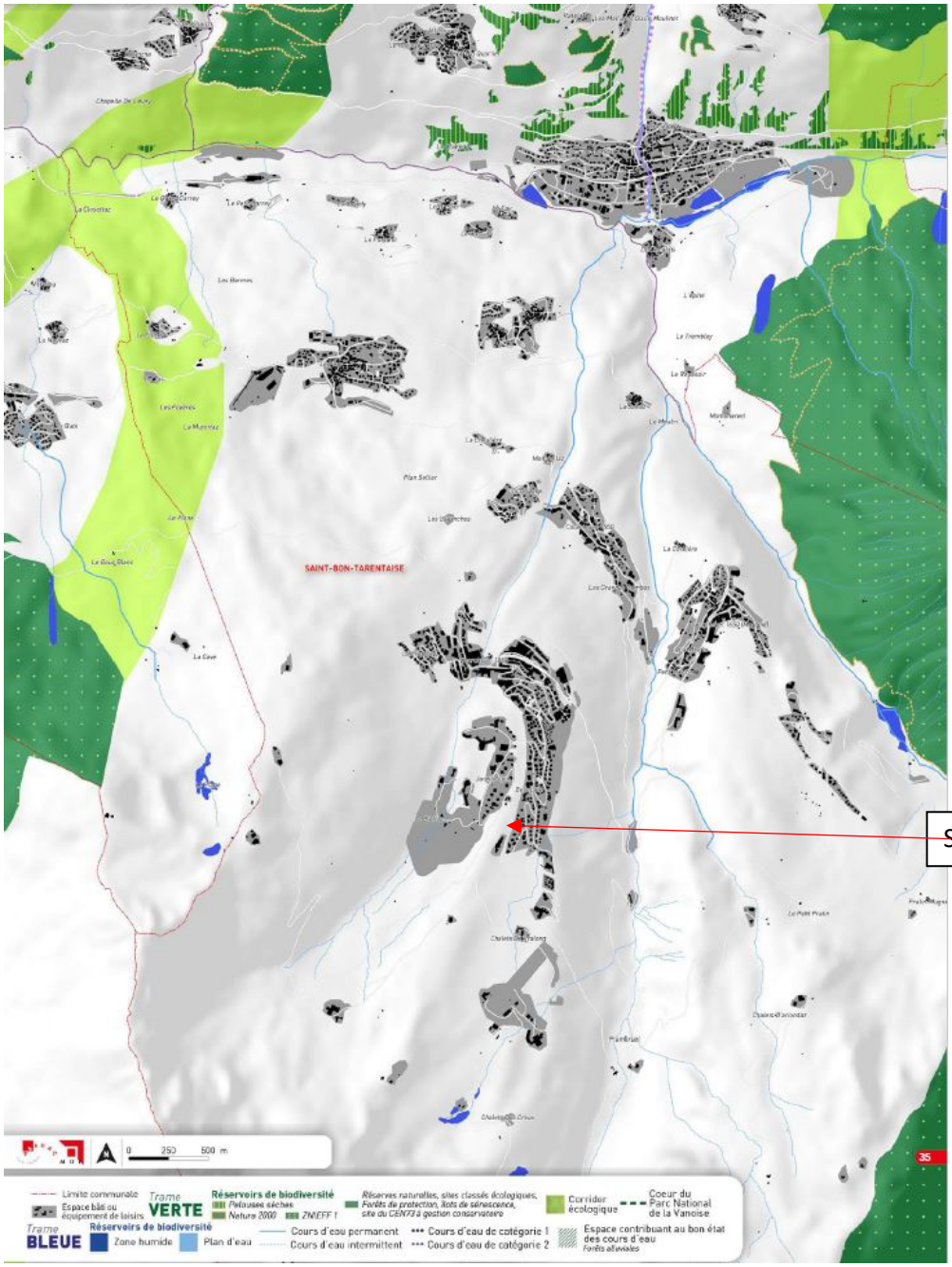


Cartographie départementale de la Trame Verte et Bleue (source : DDT73)

La Trame Verte et Bleue du SCOT Tarentaise Vanoise

La trame verte et bleue du SCOT Tarentaise Vanoise repère les réservoirs de biodiversité terrestres et aquatiques, ainsi que les corridors écologiques. Cette trame a affiné la précision de l'emprise des corridors écologiques identifiés à l'échelle départementale.

La carte suivante présente la trame verte et bleue du SCOT pour le territoire Saint-Bon Courchevel et la situation du secteur de la révision allégée.



SCOT Tarentaise Vanoise – Atlas cartographique du Document d'Objectifs et d'Orientations - Extrait

Le secteur de la révision allégée ne se situe pas au sein du corridor écologique recensé sur la commune de Courchevel. Il ne joue pas de rôle particulier au sein des réseaux écologiques du territoire.

Synthèse des enjeux de biodiversité

Le tableau suivant présente la synthèse des enjeux de biodiversité avec leur qualification.

Sous-thème	Analyse	Qualification de l'enjeu au regard de la révision allégée
Protections et données d'inventaires	Le secteur de la révision allégée n'est pas situé au sein d'un réservoir de biodiversité, ni même à proximité immédiate.	**Nul**
Habitats naturels	Les habitats naturels observés dans le secteur de la révision allégée sont bien représentés dans les Alpes internes et ne sont pas menacés.	**Faible**
Flore	Absence d'espèce patrimoniale et/ou protégée n'est présente au sein du secteur de la révision allégée.	**Nul**
Faune	Avifaune : Le secteur de la révision allégée, constituée d'une bande boisée en bordure de l'hôtel ne constitue pas un site de nidification très favorable aux passereaux de montagne en général.	**Faible**
	Mammifères terrestres : Seul l'Ecureuil roux, potentiellement présent dans la pessière subalpine, est protégée au plan national mais n'est pas menacé.	**Faible**
	Reptiles : Le Lézard des murailles, potentiellement présent dans le bâti périphérique est une espèce commune et bien représentée sur le territoire.	**Faible**
Continuités écologiques et équilibres biologiques	Le secteur de la révision allégée ne se situe pas au sein du corridor écologique recensé sur la commune de Courchevel. Il ne joue pas de rôle particulier au sein des réseaux écologiques du territoire.	**Nul**

SITES ET PAYSAGES

Préambule

L'analyse paysagère vise à identifier les motifs constitutifs du paysage local pour ensuite évaluer l'incidence de la révision allégée sur leurs intégrités et leurs valeurs.

La description des différentes perceptions du paysage illustre un état des lieux qui servira de base pour évaluer l'impact de la révision allégée et les mutations paysagères qu'elle est susceptible d'engendrer.

La description et l'évaluation de ces modifications du paysage a pour but d'une part de mesurer l'ampleur des changements envisagés au regard de l'état des lieux, et d'autre part, de tenter d'imaginer la valeur paysagère de ces changements.

À la lumière de ces éclairages, l'analyse paysagère est susceptible d'infléchir le parti d'aménagement et certains choix techniques allant à l'encontre des valeurs paysagères jugées comme déterminantes pour le lieu.

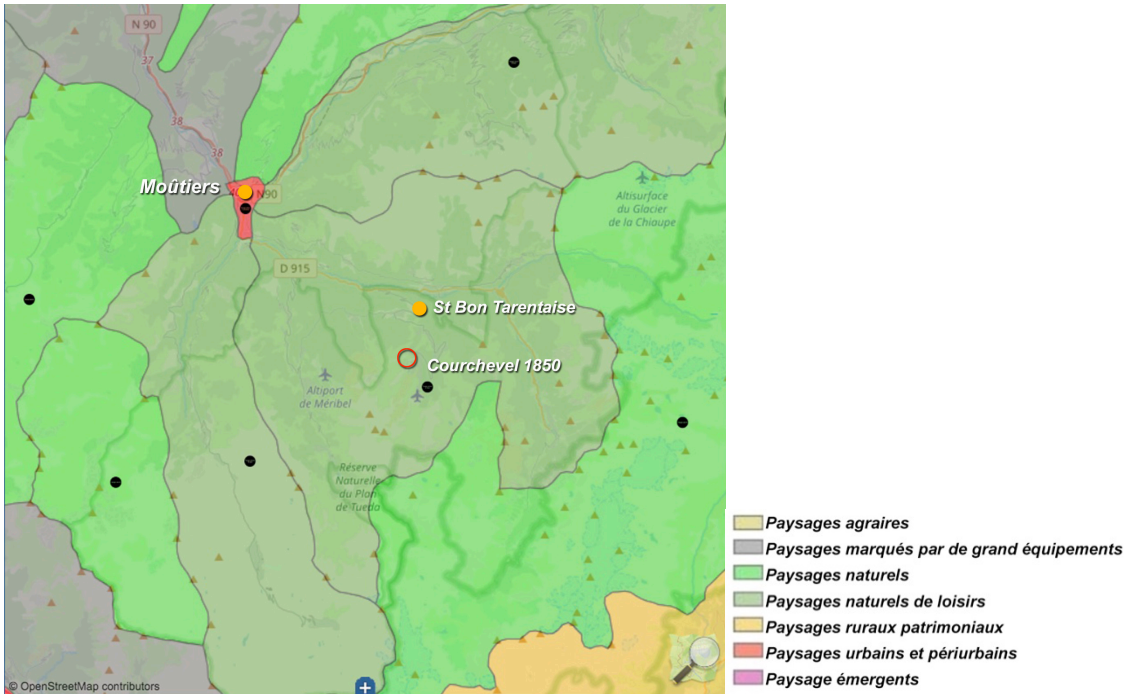
La lecture du paysage s'appuie sur deux échelles distinctes :

- La perception du "grand paysage" qui s'apparente à une vision territoriale où les valeurs du lieu s'estompent au profit de celles liées à la géographie du site.
- La perception du lieu qui permet de définir une (des) représentation(s) issue(s) de la synthèse des données physiques (géographie physique, écologie…) et des données culturelles (iconographie, littérature…).

Par ailleurs, le contraste saisissant entre l'été et l'hiver génère des perceptions et des représentations très différentes. Du point de vue du paysage, les mutations du secteur étudié sont sans doute plus délicates à mettre en scène l'été que l'hiver. En effet, sous 2,50 m d'épaisseur de neige, l'ensemble des modelés, des raccords des bâtiments au terrain naturel, des surfaces minérales, est gommé par le manteau neigeux.

Le Grand Paysage

Le contexte réglementaire



Extrait de la carte des unités paysagères © DREAL Rhône-Alpes

Le secteur de la révision allégée est situé au sein de l'unité paysagère du *Doron de Bozel et des vallées de Méribel, Courchevel, Champagny et Pralogan la Vanoise*. Cette unité est qualifiée de "paysages naturels de loisirs".

Parmi les objectifs de qualité paysagère énoncés dans la fiche "Doron de Bozel" communiquée par la DREAL Rhônes-Alpes, on peut retenir quelques orientations susceptibles de faire écho pour le secteur étudié :

- Améliorer la prise en compte des enjeux naturalistes et paysagers dans les aménagements et les activités de loisirs.
- Favoriser dans les stations des formes d'aménagement économes en ressources et respectant les principes fondateurs des stations (architecture et urbanisme).
- Ne pas développer les domaines skiables aux dépends des zones naturelles.

Le site communal

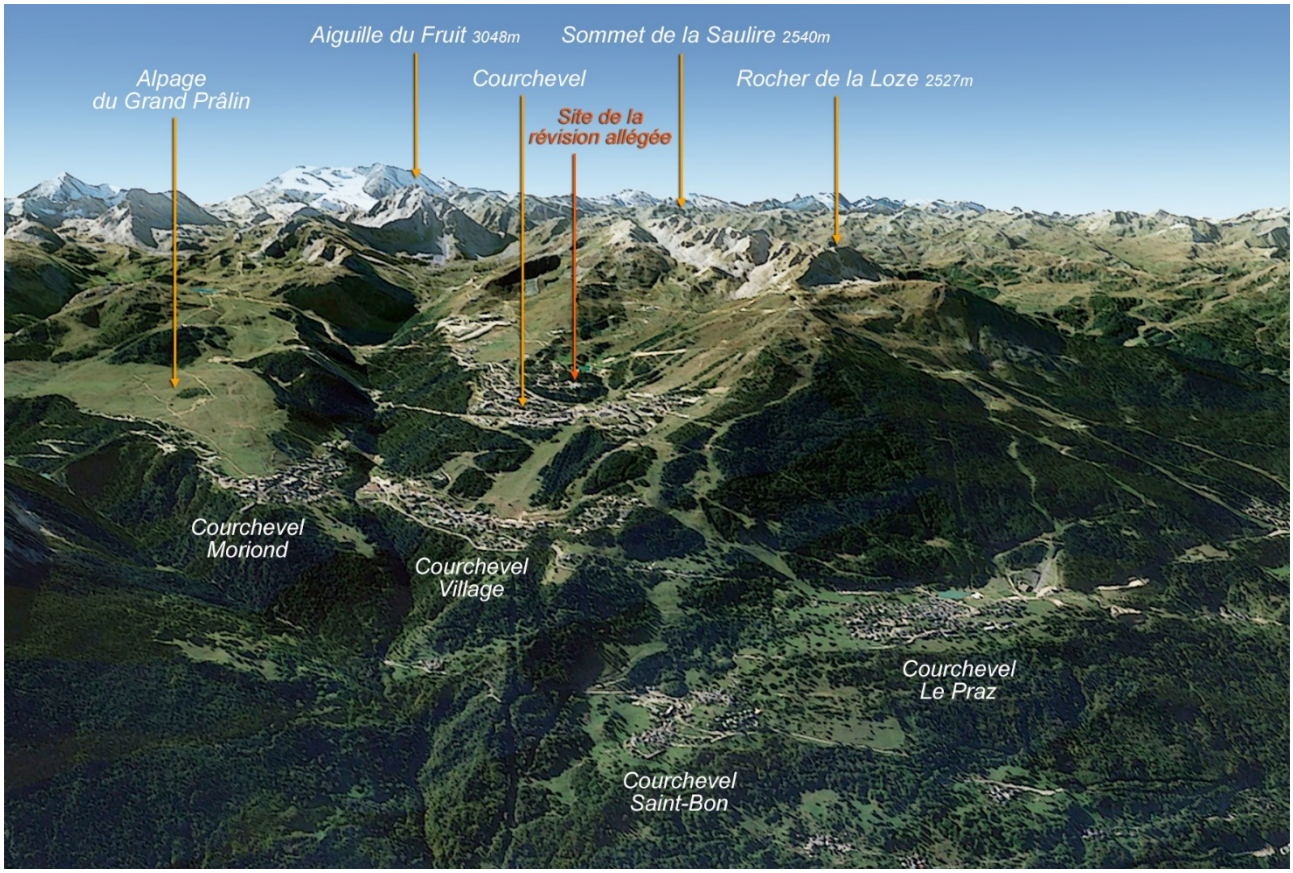
Situé à 10 km à l'Est de Moutier dans le massif de la Vanoise, le territoire communal s'étend sur 5 894 hectares étagés entre 700 et 3051 m d'altitude. 441 hectares sont compris dans la zone cœur du Parc Nationale de la Vanoise (secteur Aiguille du Fruit - Lacs Merlet).

Le territoire communal est nettement orienté selon un axe Nord-Sud et s'étend sur un versant principalement exposé au Nord. Bordées à l'Est par la vallée du Doron de Pralognan, à l'Ouest par la vallée du Doron des Allues et au Nord par celle du Doron de Bozel, les limites communales apparaissent clairement attachées aux singularités du relief, dominé au Sud par l'Aiguille du Fruit (3051m) et celle de Chanrouge (3044m).

La continuité de la ligne de crête qui court depuis le Rocher de la Loze (2526m) à l'Ouest jusqu'à la Dent du Villard (2285m) à L'Est en passant par l'Aiguille de Chanrouge au Sud, compose une sorte de vaste cirque qui fait face au versant Sud de la vallée du Doron de Bozel.

Le vallon situé entre le Rocher de la Loze et la Montagne de Pralong forme une vaste combe dominée par le sommet de la Saulire et descendant jusqu'au cœur de Courchevel. La douceur du relief de cette dépression s'explique par le fait que son soubassement est formé de roches tendre (schistes à bancs de grès) que l'érosion a eu peu de peine à affouiller. Le relief de cette zone d'alpage contraste fortement avec le calcaire triasique qui forme la ligne de crête entre le Sommet de la Saulire et la Croix de Verdon.

Sur ce socle géologique sculpté par le travail de l'eau et du climat, les différents motifs liés à l'épanouissement du milieu naturel (ripisylve, forêt, prairie, pelouse alpine…) et au développement de l'activité humaine (domaine bâti, domaine skiable, voirie, espace agricole ouvert…) composent une image paysagère dont les contours et les motifs sont aujourd'hui en pleine mutation.



Vue aérienne du site de Courchevel entre l'Alpage du Grand Prâlin et le Rocher de la Loze. Situation de la révision allégée ©cvp-google-earth

Site et lieux

Le secteur de la révision allégée occupe un espace situé au sein du Jardin alpin à Courchevel. Il est bordé à l'ouest par une piste carrossable utilisé en hiver comme piste de ski.

Le secteur s'insère au cœur d'un espace urbanisé et aménagé pour la pratique du ski alpin, avec la présence de la télécabine du Jardin alpin et du téléski de l'Etoile.

Espace initialement projeté comme vierge de toute construction par l'architecte-urbaniste en chef de la station Laurent CHAPPIS, le Jardin Alpin qui doit son appellation au principe de non constructibilité, a dès 1958 vu apparaître les premiers bâtiments. Bien que depuis cette date l'urbanisation n'ait cessé de progresser, les lieux conservent une prédominance végétale aidée en cela par une topographie chaotique et le développement de la pessière.



Vue générale du Jardin alpin - ©Christophe Veyrat Parisien

Malgré cette mutation de l'espace, progressivement ponctué de bâtiments, le statut des lieux demeure clairement lié à l'image de "Jardin Alpin". La croissance des épicéas qui "effacent" en partie les façades de bâtiment n'est sans doute pas étrangère à cette représentation des lieux. On peut donc en conclure que la proportion et la structuration des surfaces bâties et non bâties est un facteur essentiel pour maintenir "l'image d'une nature jardinée".

Enjeux paysagers

D'un point de vue morphologique, le secteur de la révision allégée occupe un talus boisé limitée à l'Est par le bâtiment de l'hôtel Les Ducs de Savoie, et à l'Ouest par une piste de ski.

Le secteur est perceptible essentiellement depuis les parcours piétonniers ou viaires périphériques au site. Il est également perceptible lorsqu'on emprunte la télécabine du Jardin alpin.

Cette "discrétion paysagère" associée au caractère anthropisé du secteur (voirie et pistes, ponctuation de bâtiments, gares de remontées mécaniques) composent une ambiance plutôt confinée, voire intimiste avec peu d'horizon. La composition du couvert végétal influe également sur cette perception.





Le site vu depuis la piste carrossable

Du point de vue du paysage, l'aménagement d'une terrasse restaurant en RDC du bâtiment de l'hôtel et d'un accès skieurs va générer une nouvelle ambiance paysagère. Ainsi la perception actuelle « de nature » va devenir une perception « de bâti ». Pour autant, cette nouvelle perception s'inscrit dans la continuité du bâti de l'hôtel en cours de construction. Elle sera par ailleurs effective uniquement en été, où le site est peu fréquenté. En hiver, en période de fonctionnement du domaine skiable, cette nouvelle ambiance s'intègrera pleinement à la fonctionnalité du ski alpin et à ses espaces de détente.

Synthèse des enjeux paysagers

Le tableau suivant présente la synthèse des enjeux paysagers et leur qualification.

Sous-thème	Analyse	Qualification de l'enjeu au regard de la révision allégée
Respect des composantes identitaires du Jardin alpin	La conservation partielle du couvert boisé ou de quelques épicéas permettrait de conserver l'image de Jardin alpin.	Faible à Modéré
Perceptions	Perceptions estivales proches	Faible
	Perceptions estivales lointaines	Nul
	Perceptions hivernales lointaines	Nul
	Perceptions hivernales proches	Faible
Intégration paysagère	Qualité de l'inscription des équipements dans le site et du rapport à la topographie existante.	Faible

AGRICULTURE

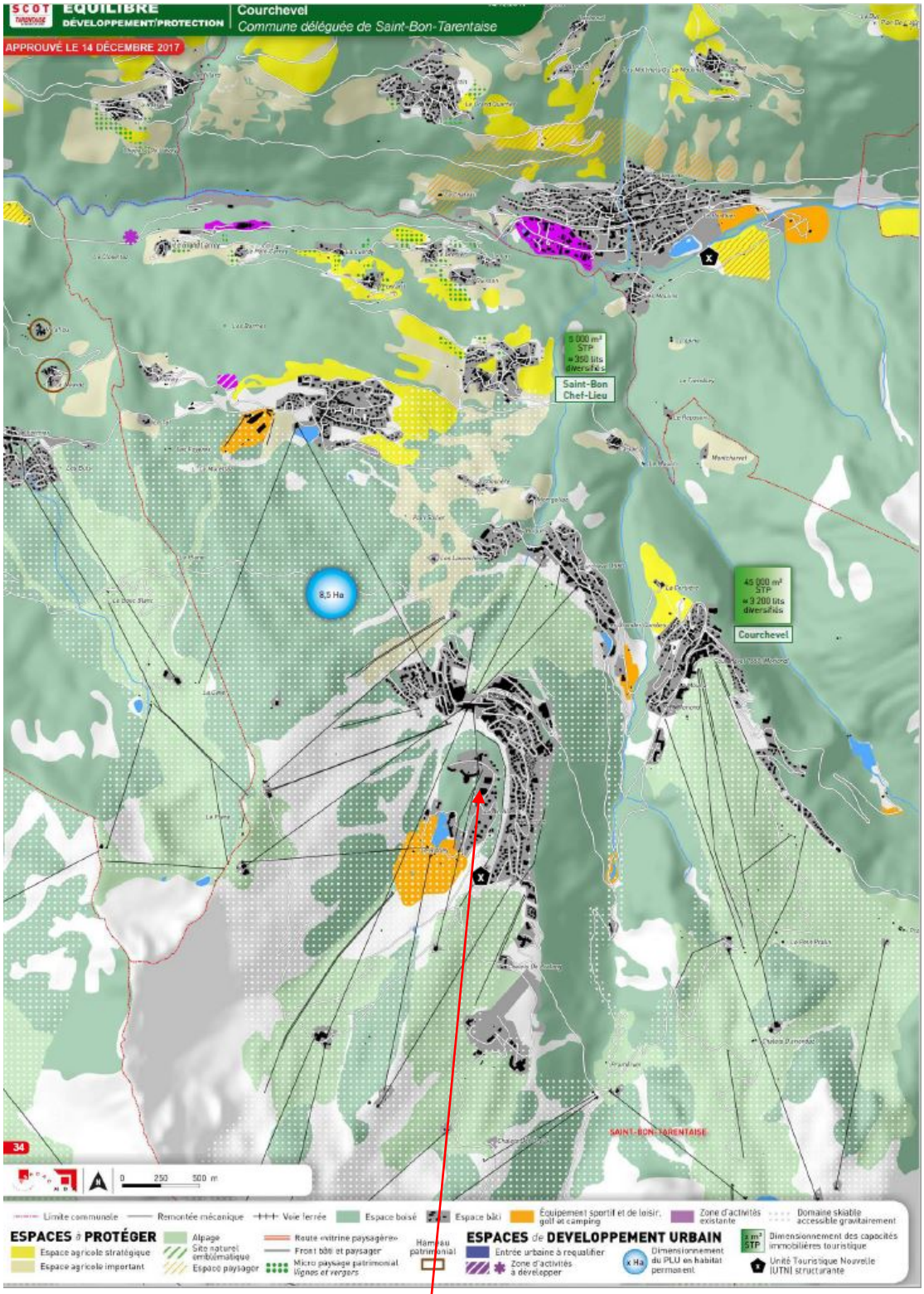
Source de données :

- *SCOT Tarentaise Vanoise*
- *PLU de Saint-Bon*

Pratiques agricoles

La Surface Agricole Utilisée est évaluée à 1 621 hectares sur l'ensemble du territoire communal, sans compter les surfaces d'alpages. L'activité agricole est tournée exclusivement vers la production laitière et fromagère. Les exploitations ont une activité économique quasi-exclusivement saisonnière, la très grande majorité des troupeaux des exploitants de la commune étant mise en pension dans la vallée en hiver. La commune compte ainsi trois exploitants agricoles pluriactifs.

Le secteur de la révision allégée ne constitue pas un espace agricole stratégique ou important à l'échelle du SCOT Tarentaise Vanoise, comme le montre le document suivant.



Secteur de la révision allégée

Espaces agricoles stratégiques ou importants - Source : atlas du Document d'Objectifs et d'Orientations du SCOT

Zones préservées

La totalité du territoire communal est compris :

- dans la zone AOC Gruyère
- dans la zone AOC-AOP Beaufort
- dans la zone IGP Emmental de Savoie
- dans la zone IGP Emmental français Est-Central
- dans la zone IGP Pommes et Poires de Savoie
- dans la zone IGP Tomme de Savoie

Synthèse des enjeux agricoles

Sous-thème	Analyse	Qualification de l'enjeu au regard de la révision allégée
Pratiques agricoles	Le secteur de la révision allégée n'est pas identifié comme un espace agricole stratégique ou important. Il ne fait pas non plus l'objet de pratiques agricoles.	Nul
Zones préservées	Sans objet.	Nul

FORETS

Source de données :

- *SCOT Tarentaise Vanoise*
- *PLU de Courchevel*

Forêts soumises et privées

La forêt communale de Courchevel s'étend sur une superficie de 476,99 hectares. Le territoire forestier de Courchevel comprend par ailleurs 88,34 hectares de la forêt communale de Bozel.

Les surfaces de forêts privées sont importantes sur la commune.

Le secteur de la révision allégée est constitué d'un boisement de résineux. D'après l'aménagement de la forêt communale établi par l'ONF, cette forêt n'est pas soumise au régime forestier.

Réserves biologiques forestières

La forêt domaniale RTM de la Dent du Villard s'étend sur une superficie de 309,47 hectares dont 186,55 sur le territoire de Courchevel. Cette forêt, totalement classée en réserve biologique, n'a pas connu de coupe depuis 1896. Aujourd'hui, elle est avant tout affectée à la protection du milieu et à l'accueil du public. Par ailleurs, ses boisements, notamment la pineraie de pins à crochets, jouent un rôle important dans la protection des sols contre l'érosion.

Espaces Boisés Classés (EBC)

Le boisement constitutif du secteur de la révision allégée n'est pas classé en EBC.

Synthèse des enjeux forestiers

Sous-thème	Analyse	Qualification de l'enjeu au regard de la révision allégée
Forêts	Absence de boisements exploités ou classés dans le secteur de la révision allégée.	Nul

ENERGIE

Source de données :
- *SCOT Tarentaise Vanoise*
- *PLU de Courchevel*

Politiques territoriales

En 2012, les élus de l'Assemblée du Pays Tarentaise Vanoise (APTV) avaient délibéré pour lancer l'élaboration d'un plan climat territorial (PCET). Les études préalables alors engagées doivent être mises à jour afin de répondre aux attentes du nouveau dispositif Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).

Le Parc National de la Vanoise s'est engagé en 2010 dans la mise en place d'un Plan Climat Energie Territorial à l'échelle du territoire du parc. Le diagnostic du territoire a été finalisé en janvier 2012.

Ressources énergétiques locales

Le territoire dispose des sources d'énergie renouvelable potentielles suivantes :
- le solaire thermique et photovoltaïque
- le bois énergie
- l'hydroélectricité

Choix énergétiques – Estimation des consommations

Les besoins éventuels en énergie des équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée seront couverts par le réseau électrique existant.

Les consommations ne sont pas connues.

Synthèse des enjeux énergétiques

Sous-thème	Analyse	Qualification de l'enjeu au regard de la révision allégée
Ressources énergétiques locales	Des potentialités d'énergies renouvelables existent sur le territoire.	Nul
Choix énergétiques-Estimation des consommations	Les besoins éventuels en énergie des équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée seront couverts par le réseau électrique existant.	Nul

POLLUTIONS ET QUALITES DES MILIEUX

Source de données :

- *Notice des annexes sanitaires du PLU de Courchevel – Février 2017*
- *Bases de données BASIAS et BASOL*
- *DDT74*

Qualité des eaux superficielles et souterraines

Qualité des cours d'eau

Concernant les eaux superficielles, le secteur de la révision allégée est rattaché à la masse d'eau intitulée Isère en Tarentaise. Le Doron des Bozel est au bon état chimique (donnée Agence de l'Eau – 2017).

Qualité des eaux souterraines

Le secteur de la révision allégée est rattaché à la masse d'eau souterraine n° 6406 du domaine plissé du bassin versant Isère et Arc. D'après l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, cette masse d'eau est au bon état chimique.

Assainissement domestique

Le service public d'assainissement est géré par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vanoise (S.I.A.V.) et est exploité en régie. Ce service comprend la gestion du réseau de transport des eaux usées des communes de Bozel, Champagny-en-Vanoise, le Planay, Pralognan-la-Vanoise et Courchevel, ainsi que la gestion de la station d'épuration.

La station d'épuration est située à Courchevel, au carrefour du Carrey, elle a été construite par le S.I.A.V. et mise en service en décembre 2008 puis modernisée en 2010. La capacité de traitement de la station est actuellement de 65 000 eq/hab. Elle est destinée à traiter la pollution générée en période hivernale. Environ 55 000 eq/hab sont actuellement raccordés à la station, dont 40 000 sont attribuables à Courchevel en haute saison hivernale. L'exutoire est le Doron de Bozel. Le procédé d'épuration retenu, la biofiltration, permet une grande compacité des ouvrages et une optimisation de l'épuration. Le traitement des boues de la station a été conçu pour réduire le volume des déchets et pour produire du

biogaz destiné aux besoins énergétiques de la station d'épuration. Les boues résiduelles sont transformées en compost valorisé en agriculture. En plus des effluents domestiques, la station est prévue pour recevoir et traiter les graisses de l'activité de restauration, les matières de curage des réseaux, et les matières de vidange des fosses septiques.

En 2017, la charge maximale entrante à la station d'épuration s'est élevée à 57 772 eq/hab.

99,3 % des habitations de la commune de Courchevel sont raccordées ou raccordables au réseau collectif.

Les équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée seront raccordés au réseau collectif d'assainissement existant sur le secteur de Bellecote.

Eaux pluviales

La commune de Courchevel est dotée d'un schéma d'assainissement des eaux pluviales.

Les équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée seront raccordés au réseau pluvial existant sur le secteur de Bellecote (réseau existant le long de la piste carrossable en bordure).

Qualité des sols et des sous-sols

Sur le territoire de Courchevel, la base de données BASIAS (Inventaire historique des sites industriels et activités en service) recense 29 activités susceptibles d'induire une pollution des sols et des sous-sols, de par le fait notamment de disposer d'un dépôt de liquide inflammable. Se trouvent ainsi recensés le bureau de poste de Courchevel, des stations-services et ateliers-garagistes, des copropriétés d'immeubles, des hôtels et des commerces.

La carte suivante présente la situation du secteur de la révision allégée au regard des sites industriels et activités susceptibles d'induire une pollution des sols et des sous-sols.



Carte de situation du secteur du secteur de la révision allégée au regard au regard des sites industriels et activités susceptibles d'induire une pollution des sols et des sous-sols

Le secteur de la révision allégée ne se situe sur un site susceptible d'induire une pollution des sols et des sous-sols.

Qualité de l'air et émissions de gaz à effet de serre

Qualité de l'air

La commune de Courchevel n'est pas dotée de station de mesure fixe de la qualité de l'air, la station la plus proche se situant à Albertville.

Le rapport de présentation du SCOT Tarentaise Vanoise souligne que les principaux polluants de la vallée de la Tarentaise sont issus principalement du trafic routier et des activités industrielles.

Ainsi, les fonds de vallées, qui concentrent les espaces urbanisés, les industries et les infrastructures de déplacements, sont particulièrement exposés aux pollutions atmosphériques. La configuration géographique favorise également l'accumulation des particules dans ces secteurs, ce qui leur confère une certaine sensibilité. Le trafic routier à lui seul génère d'importantes émissions de dioxydes d'azote (NO2) et d'oxydes d'azote (NOx) en lien avec la combustion des carburants. Les transports représentent ainsi près de 68 % des émissions de NOx à l'échelle de la Savoie. Ils représentent également 15 % des PM10 (particules de diamètre inférieur à10µm) et des PM2,5 (particules de diamètre inférieur à2,5µm) et près de 12 % des émissions de COV (composés organiques volatiles) à l'échelle de la Savoie.

Ces émissions polluantes se concentrent sur les axes routiers principaux de la Tarentaise, à savoir sur la RN 90 le long de l'Isère, et sur la RD 915. Elles sont évidemment corrélées à l'activité touristique, surtout hivernale.

Par ailleurs, les cartes issues du réseau d'observation Air Rhône-Alpes montrent une forte sensibilité de la Tarentaise, territoire d'altitude, aux pollutions de l'ozone (O3). Les vallées ne sont pas épargnées mais présentent moins de pollutions d'ozone.

Emissions de gaz à effet de serre

Sur la commune de Courchevel, les émissions de gaz à effet de serre sont produites principalement par les consommations énergétiques induites par le fonctionnement de la station en saison haute, c'est à dire en hiver.

Les émissions de gaz à effet de serre induites par les équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée, seront liées aux consommations énergétiques en phase d'exploitation, c'est à dire durant la saison d'hiver, période d'ouverture de l'hôtel Les Ducs de Savoie.

Gestion des déchets

Déchets ménagers

Les ordures ménagères

La commune de Courchevel a délégué la compétence de la collecte et du traitement des déchets ménagers à la Communauté de communes Val Vanoise depuis 2014. La compétence traitement a été délégué en 2016 à Savoie Déchet qui exploite notamment l'usine de valorisation énergétique et de traitement des ordures ménagères de Chambéry.

L'usine d'incinération de Chambéry dispose d'une capacité de 120 00 tonnes annuelles.

A l'issue du processus d'incinération, sont produits des mâchefers qui sont à leur tour valorisés ou stockés, en fonction des résultats des analyses, ainsi que des résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères (REFIOM).
90% des mâchefers sont valorisables.

- 19 000 t/an de mâchefers sont produites
- 3 750 t/an de métaux ferreux sont recyclées
- 250 t/an de métaux non ferreux (aluminium…) sont recyclées

200 t/an de mâchefers non valorisables sont envoyées en Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux.
4 961 tonnes de REFIOM ont été envoyées en centre de stockage spécialisé en 2019.

L'énergie produite lors de l'incinération des déchets est valorisée en électricité et en énergie thermique, notamment destinée au chauffage urbain.

Sur la base de 115 000 tonnes de déchets incinérés, la production potentielle d'énergie est de :

- 34 300 MWh par an d'énergie électrique, soit l'équivalent des besoins annuels de 5 000 foyers
- 90 000 MWh par an d'énergie thermique soit l'équivalent des besoins annuels de 9 000 foyers

Le tri sélectif

Les Points d'apport volontaire (PAV)

Le tri sélectif est en place sur la commune de Courchevel et s'effectue en point d'apport volontaire (PAV) selon deux types de flux distincts :

- Le verre
- Le multi-matériaux : les emballages ménagers recyclables (plastiques, cartons, conserves) ainsi que le papier (journaux, magazines, revues)

Savoie Déchets est chargé du tri des déchets collectés par la communauté de communes aux centres de tri de Gilly-sur-Isère et de Valespace à Chambéry.

En 2017, 996 tonnes de déchets recyclables ont été collectées sur le territoire de la communauté de communes. Les déchets triés sont ensuite recyclés selon des filières spécialisées.

Les cartons des professionnels
Ils sont collectés depuis 2009 par l'entreprise SITA qui les acheminent au centre de tri de Gilly-sur-Isère

Les huiles usagées des professionnels
Elles sont collectées en porte-à-porte par l'entreprise TriAlp puis acheminées à Chambéry pour y être recyclées.

Le compostage
La CC Val Vanoise propose des composteurs individuels à l'attention des foyers.

Afin de favoriser la mise en place de compostage collectif pour les habitats verticaux et les cuisines de restauration collective, la communauté de communes encourage les habitants et les professionnels du tourisme en fournissant le matériel, l'accompagnement et la mise en fonctionnement des composteurs. La démarche est gratuite pour les particuliers, une participation de 20 € est demandée aux professionnels pour les composteurs de 600 litres, et 2,4 € pour les bio-seaux.

Les déchetteries
La CC Val Vanoise gère 4 déchetteries situées à Pralognan la Vanoise, au Carrey à Saint-Bon Tarentaise, aux Allues et Saint-Bon Tarentaise.

Les déchets ménagers induits par les équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée, seront pris en charge par les filières de collecte en place sur la commune et sur le secteur du Jardin alpin en particulier. Un PAV est installé rue du Jardin Alpin, à proximité immédiate de l'hôtel Les Ducs de Savoie.

Déchets inertes

Une ISDI (Installation de Stockage des Déchets Inertes) située en amont de l'altiport et gérée par la commune de Courchevel accueille des matériaux inertes. Mise en place en 2010, cette ISDI dont la capacité s'élève à 300 000 m^3, a déjà reçu 152 000 m^3. Compte tenu de la conjoncture, ce site devrait pouvoir être exploité pendant encore quelques années d'après les services techniques de la commune.

Bruit

Les nuisances sonores susceptibles d'affecter la commune de Courchevel sont liées principalement aux infrastructures de transport.

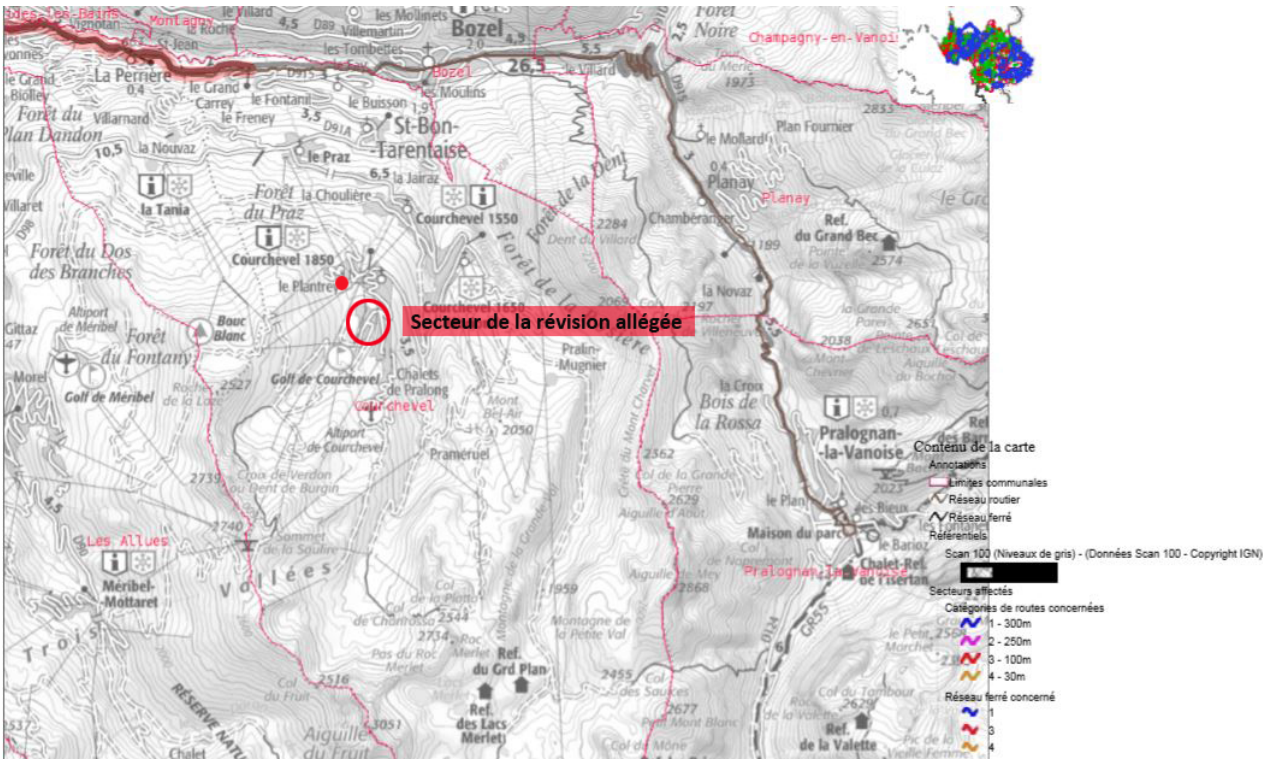
La RD 915 située en fond de vallée est classée en catégorie 3 et soumise à une bande de

protection de 100 mètres de large de part et d'autre des bords de chaussées.

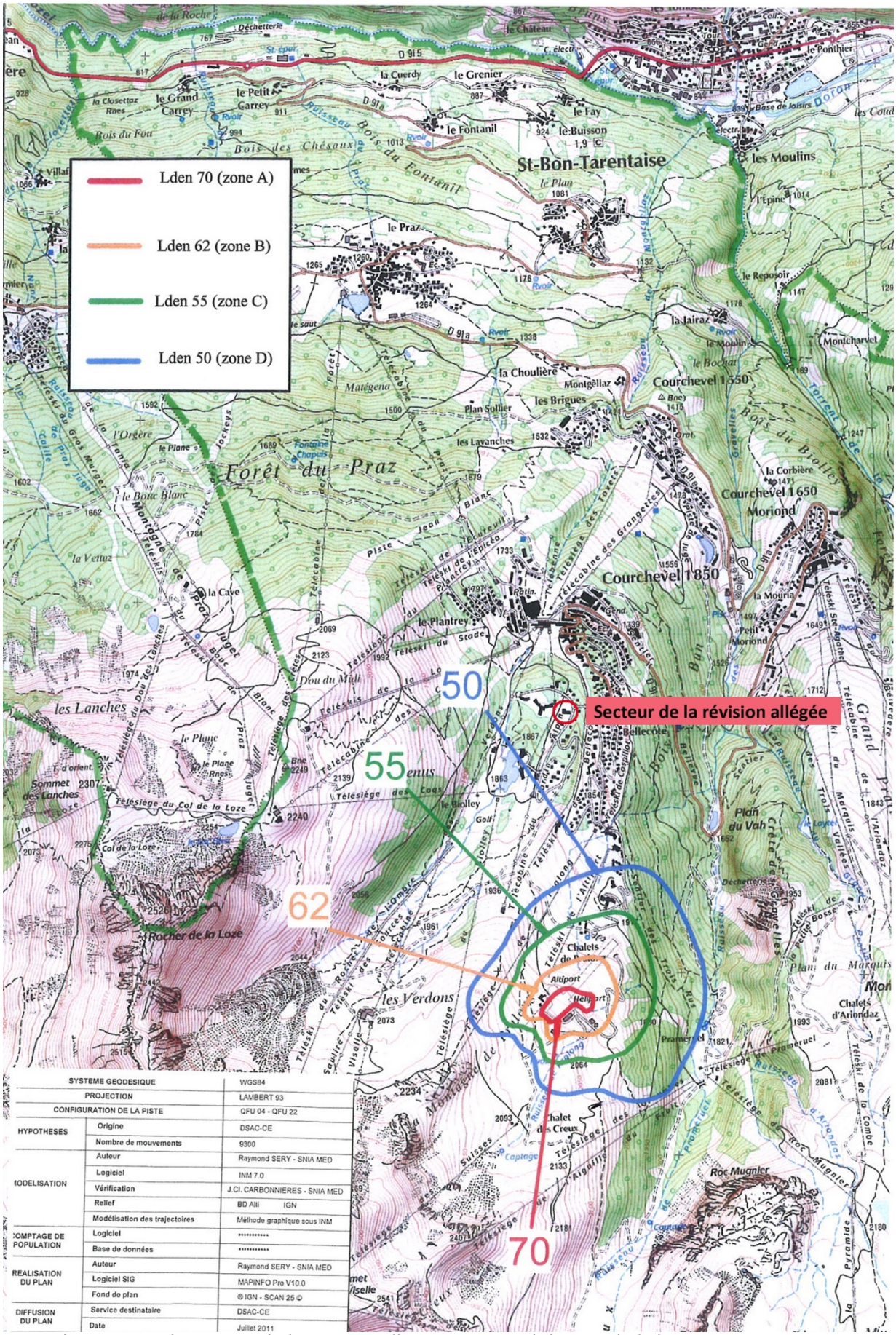
Ce périmètre ne concerne pas le secteur de la révision allégée, située au Jardin alpin, à 1850 m d'altitude.

Le Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'altiport de Courchevel a été approuvé par arrêté préfectoral n°2011-657 le 24 octobre 2011. Il a pour objectif de réglementer l'installation des populations nouvelles en périphérie de l'installation. Le PEB définit 4 zones de bruit, A, B, C et D à l'intérieur desquelles une réglementation spécifique s'applique. Les zones A et B, dites de bruit fort, ne peuvent recevoir de nouvelles constructions à usage d'habitations et les constructions existantes ne peuvent étendre leur capacité d'accueil, sauf rares exceptions. La zone C, dite de bruit modérée, peut accueillir des opérations de renouvellement urbain à condition de ne pas exposer de nouvelle population aux nuisances sonores. A l'intérieur de la zone D, des travaux d'isolation phonique sont rendus obligatoires pour les nouvelles constructions.

Les cartes suivantes présentent la situation du secteur de la révision allégée au regard des sources de bruit faisant l'objet d'une réglementation.



Carte de situation du secteur de la révision allégée au regard du périmètre bruit de la RD915



Carte de situation du secteur de la révision allégée au regard du PEB de l'altiport

Synthèse des enjeux de pollution et de qualité des milieux

Synthèse des enjeux de pollutions et qualités des milieux

Sous-thème	Analyse	Qualification de l'enjeu au regard de la révision allégée
Qualités des eaux superficielles et souterraines	Le secteur de la révision allégée est desservi par les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales qui prendront en charge les rejets des équipements autorisés.	Nul
Qualités des sols et des sous-sols	Le secteur de la révision allégée ne se situe sur un site susceptible d'induire une pollution des sols et des sous-sols.	Nul
Qualité de l'air et émission de GES	Les émissions de gaz à effet de serre induites, le cas échéant, par les équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée, seront liées aux consommations énergétiques. Les émissions sont considérées comme négligeables.	Nul
Déchets	Le secteur de la révision allégée est desservi par la collecte des déchets ménagers, qui prendra en charge les déchets produits par les équipements autorisés.	Nul
Bruit	Le secteur de la révision allégée n'est pas soumis à des nuisances sonores réglementées.	Nul

RESSOURCES NATURELLES ET USAGES

Source de données :

- *Notice des annexes sanitaires du PLU de Courchevel – Février 2017*

Ressource et eau et usages

Ressources disponibles

La commune de Courchevel dispose de ressources en eau superficielle et souterraine. Les réservoirs naturels sont constitués des cours d'eau, des zones humides et des aquifères souterrains.

Les réservoirs artificiels sont constitués du lac des Verdons, du plan du Vah, du lac du Praz, du lac de la Rosière et des lacs d'origine artificielle.

Principaux usages en lien avec la révision allégée

L'Alimentation en Eau Potable (AEP)

La commune de Courchevel assure en régie directe l'exploitation des ouvrages de stockage de l'eau, l'entretien et le renouvellement des réseaux de distribution et la distribution de l'eau potable.

La commune est alimentée par 18 ressources eau potable. Il s'agit essentiellement de captages exploités gravitairement et d'une ressource de surface, la retenue collinaire de l'Ariondaz alimentée par une prise d'eau sur le lac de barrage de la Rosière.

Le schéma directeur d'AEP a été mis à jour en 2010. Il présentait un bilan besoins/ressources excédentaire depuis la mise en service de l'usine de traitement permettant l'utilisation des eaux sulfatées du lac de la Rosière. Cette eau est refoulée depuis le lac (1530 m) dans une retenue de 125 000 m³ située à 2 175 m d'altitude, la retenue d'Ariondaz, d'où elle est ensuite redistribuée gravitairement vers le réseau d'enneigement artificiel et de distribution publique d'eau. Cette eau présentant un taux de sulfates de 780 mg/litre (norme à 250 pour l'eau potable), une usine de traitement par nanofiltration sur membranes a donc été construite. Sa mise en service a débuté en décembre 2010 et sa production a atteint jusqu'à 108 m³/h en février 2011. A terme, cette production pourra être portée à 160 m³/h et ainsi assurer et sécuriser le développement futur de la commune.

La consommation d'eau sur la commune de Courchevel (saison hivernale 2013-2014) s'est élevée à 346 563 m^3 pour la période du 20 décembre 2014 au 3 mars 2015. Sur ces consommations, la part attribuable à la commune de Bozel (via le maillage existant) s'élève à 26 293 m^3. Au final, la commune de Courchevel a effectivement consommée 320 270 m^3 sur la période hivernale pour 7 469 abonnés (2000 habitants permanents et +/-29 471 habitants touristiques). La commune compte de gros consommateurs d'eau sur son territoire, ce qui explique les valeurs de consommation des abonnés domestiques.

Le rendement moyen du réseau de distribution s'élève à 79,2 % (rendement 2014).

D'après le rapport de présentation générale du dossier d'autorisation et de protection des captages de la commune (Cohérence, 2014), la mise en adéquation des ressources disponibles et des besoins actuels réalisée globalement et par réseau (secteur de distribution) montre clairement que la situation est aujourd'hui excédentaire grâce à la création de la prise d'eau de la Rosière, et ce en se plaçant en journée de pointe maximale observée sur 2010 à 2012, tout en considérant les débits d'étiage hivernaux (de février) minimaux observés à ce jour. Il ressort du bilan actuel global ressources/besoins que les ressources captées actuellement satisfont aux besoins journaliers actuels, et ce en toutes conditions (basse, moyenne et haute saison, y compris en pointe maximale quotidienne).

D'après le rapport de présentation générale du dossier d'autorisation et de protection des captages de la commune (Cohérence, 2014), les ressources futures (qui correspondent à celles actuelles auxquelles on ajoute une augmentation de la capacité de traitement de l'usine de la Rosière à hauteur de 15 l/s : 45 l/s dans le futur contre 30 l/s actuellement) sont à même de satisfaire les besoins de pointe envisagés à l'horizon 2030.

Le bilan ressources / besoins apparaît donc excédentaire en situation actuelle comme en situation future.

Le secteur de Courchevel est rattaché à l'unité de distribution de Courchevel 1850 alimentée par les réservoirs de l'Altiport, Nogentil, Plantret-Chenus, Pralong et Bellecôte, eux-mêmes alimentés par la retenue de l'Ariondaz (via l'usine de désulfatation), les captages des Suisses et des Creux, les « sources hautes » (captages du Téléphérique, du Barrage et de Bajulaz), le captage des Verdons et le captage du Biolley.

Les équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée seront raccordés au réseau public d'eau potable si besoin.

Ressources du sol et du sous-sol et usages

Aucune exploitation forestière ou agricole ne concerne le secteur de révision allégée.

Aucune autre ressource n'existe ni n'est exploitée.

Synthèse des enjeux de ressources naturelles et usages

Sous-thème	Analyse	Qualification de l'enjeu au regard de la révision allégée
Ressource en eau et usages	La ressource en eau disponible répond aux besoins des équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée.	Nul
Ressources du sol et du sous-sol	Le secteur de la révision allégée ne dispose pas de ressources susceptibles d'être exploitées.	Nul

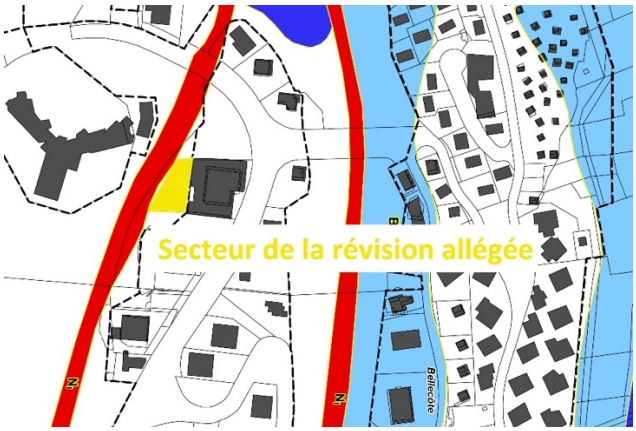
Risques pour l'homme et la santé

Sources de données :

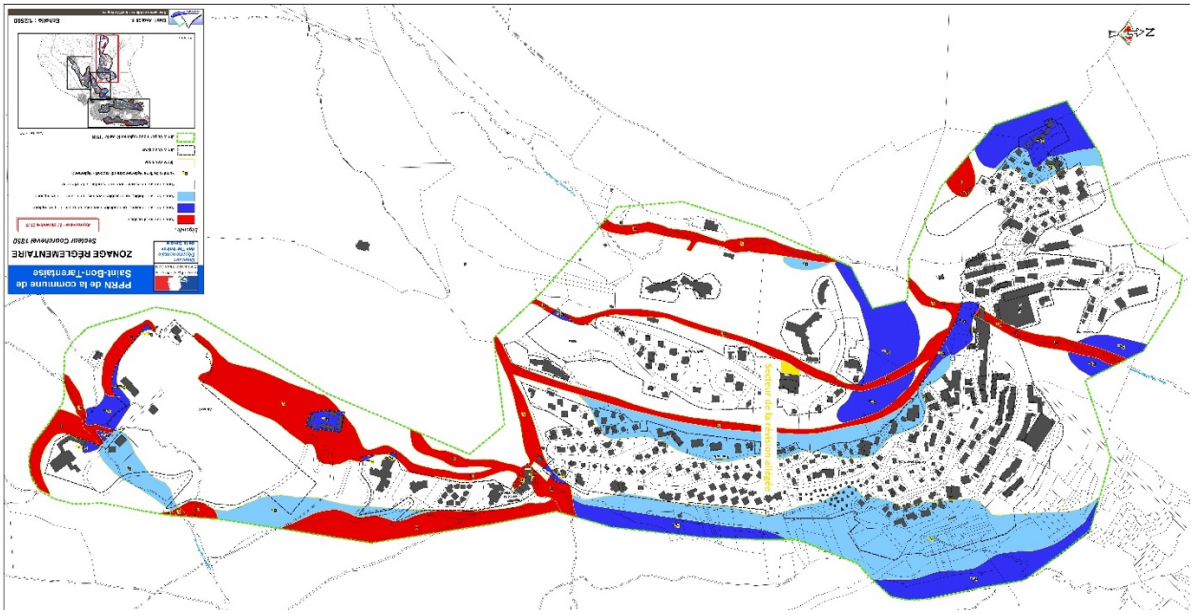
- *P.P.R.n.*
- *Notice des annexes sanitaires du PLU de Courchevel – Février 2017*

Risques naturels

La commune de Courchevel est dotée d'un Plan de Prévention des Risques naturels (P.P.R.n.) approuvé le 21 Décembre 2016.



La carte suivante présente la situation du secteur de la révision allégée au regard des zones réglementaires du P.P.R.n.



Cartes de situation du secteur de la révision allégée au regard du P.P.R.n.

Le secteur de la révision allégée se situe en bordure de la zone rouge Ni classée inconstructible en raison de son caractère inondable.

La commune de Courchevel est par ailleurs située dans une zone de sismicité dite " Modérée " - zone 3 - par arrêté préfectoral n° 3.1 du 27 avril 2011.

Risques technologiques

Aucun risque technologique n'est identifié sur le territoire de Courchevel, ni sur le secteur de la révision allégée.

Risques sanitaires

Aucun risque sanitaire n'est identifié sur le territoire de Courchevel, ni sur le secteur de la révision allégée.

Synthèse des enjeux des risques pour l'homme et la santé

Sous-thème	Analyse	Qualification de l'enjeu au regard de la révision allégée
Risques naturels	Le secteur de la révision allégée se situe en dehors des zones réglementaires du P.P.R.n.	Nul
Risques technologiques	Absence de risques technologiques.	Nul
Risques sanitaires	Absence de risques sanitaires.	Nul

SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT – HIERARCHISATION DES ENJEUX

Thématique environnementale	Sous-thème	Enjeu	Qualification de l'enjeu au regard de la révision allégée	Hiérarchisation
Milieu physique	Climat	Absence de contraintes particulières.	Nul	**Nul**
	Géologie et hydrogéologie	Absence de formations géologiques et hydrogéologiques remarquables.	Nul	
	Hydrographie	Aucun cours d'eau ne traverse le secteur de la révision allégée.	Nul	
Biodiversité et milieux naturels	Protections et données d'inventaires	Le secteur de la révision allégée n'est pas situé au sein d'un réservoir de biodiversité, ni même à proximité immédiate.	Nul	**Faible**
	Habitats naturels	Les habitats naturels observés sont bien représentés dans les Alpes internes et ne sont pas menacés.	Faible	
	Flore	Absence d'espèce patrimoniale et/ou protégée au sein de la zone d'étude.	Nul	
	Faune	Aucune espèce menacée n'est présente dans le secteur de la révision allégée.	Faible	
	Continuités écologiques et dynamique écologique	Le secteur de la révision allégée ne se situe pas au sein du corridor écologique recensé sur la commune de Courchevel. Il ne joue pas de rôle particulier au sein des réseaux écologiques du territoire.	Nul	
Sites et paysages	Respect des composantes identitaires	La conservation partielle du couvert boisé ou de quelques épicéas permettrait de conserver l'image de Jardin alpin.	Faible à Modéré	**Faible**
	Perceptions	Perceptions estivales proches	Faible	
		Perceptions estivales lointaines	Nul	
		Perceptions hivernales lointaines	Nul	
		Perceptions hivernales proches	Faible	
	Intégration	Qualité de l'inscription des	Faible	

	paysagère	équipements dans le site et du rapport à la topographie existante		
Agriculture	Pratiques agricoles	Le secteur de la révision allégée n'est pas identifié comme un espace agricole stratégique ou important.	Nul	**Nul**
	Zones préservées	Sans objet.	Nul	
Forêts	Forêts	Aucune forêt soumise ou couverte par un EBC n'est présente dans le secteur de la révision allégée.	Nul	**Nul**
Energie	Ressources énergétiques locales	Des potentialités d'énergies renouvelables existent sur le territoire.	Nul	**Nul**
	Choix énergétiques- Estimation des consommations	Les besoins éventuels en énergie des équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée seront couverts par le réseau électrique existant.	Nul	
Pollutions et qualités des milieux	Qualités des eaux superficielles et souterraines	Le secteur de la révision allégée est desservi par les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales qui prendront en charge les rejets des équipements autorisés.	Nul	**Nul**
	Qualités des sols et des sous-sols	Le secteur de la révision allégée ne se situe sur un site susceptible d'induire une pollution des sols et des sous-sols.	Nul	
	Qualité de l'air et émission de GES	Les émissions de gaz à effet de serre induites par les équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée, seront liées aux consommations énergétiques. Les émissions sont considérées comme négligeables.	Nul	
	Déchets	Le secteur de la révision allégée est desservi par la collecte des déchets ménagers, qui prendra en charge les déchets produits par les équipements autorisés.	Nul	
	Bruit	Le secteur de la révision allégée n'est pas soumis à des nuisances sonores réglementées.	Nul	

Ressources naturelles et usages	Ressource en eau et usages	La ressource en eau disponible répond aux besoins des équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée.	Nul	**Nul**
	Ressources du sol et du sous-sol	Le secteur de la révision allégée ne dispose pas de ressources susceptibles d'être exploitées.	Nul	
Risques pour l'homme et la santé	Risques naturels	L'emprise de la zone de révision allégée est exclus des zones réglementaires du P.P.R.n.	Nul	**Nul**
	Risques technologiques	Absence de risques technologiques sur la zone de révision allégée.	Nul	
	Risques sanitaires	Absence de risques technologiques.	Nul	

En revanche, quelques enjeux sont toutefois présents pour assurer à la fois :

- une bonne intégration au contexte du Jardin Alpin
- une bonne transition avec la piste du Jardin Alpin

III- RAPPEL DES OBJECTIFS DU PADD

Nota : les éléments décrits ci-après ne sont pas exhaustifs. Il conviendra donc de se reporter à la pièce « PADD » du dossier de PLU pour connaître l'ensemble des dispositions du projet de vie communal.

AXE n°1 : CONFORTER ET DIVERSIFIER LE POSITIONNEMENT TOURISTIQUE, AU TRAVERS D'UNE DÉMARCHE DE QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

Orientation n°1 / action n°1 : Accompagner le développement touristique d'une démarche de qualité environnementale

- ***Visant à limiter les pressions sur les ressources naturelles***
    - *Optimiser la consommation des espaces naturels et agricoles*
        - *En privilégiant le renouvellement urbain et l'évolution du bâti existant*
        - *En favorisant le développement au sein de limites claires d'urbanisation*

Le projet vise à faciliter le projet de renouvellement urbain d'un établissement hôtelier existant, en permettant un confortement limité au sein d'une limite claire d'urbanisation. Ainsi, cette évolution est positive en participant au renforcement de l'offre en lits marchands.

Le projet de renouvellement urbain représente une surface touristique pondérée faible. En effet, le renouvellement urbain d'un établissement hôtelier bénéficie de bonus importants.

AXE n°2 : RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA POPULATION PERMANENTE, ACTUELLE ET FUTURE

La présente procédure n'a pas d'impact direct sur cet axe.

AXE n°3 : PRÉSERVER ET VALORISER LE CADRE DE VIE

Orientation n°4 : Traiter « les entrées » de la commune, notamment le long de la RD910 et à proximité des principales gares de remontées mécaniques

Le projet donnant sur la piste du Jardin Alpin, constitue une entrée « skieur » sur la station. Le traitement de l'interface avec la piste participe donc à la valorisation des entrées. Le projet garantira un épannelage progressif du bâtiment depuis la piste vers la rue du Jardin Alpin. Ainsi, cela évitera un effet visuel fort du bâtiment depuis la piste, qui conservera ainsi son ambiance paysagée.

IV- RAPPEL DES PRESCRIPTIONS DU SCOT DU DOO DU SCOT TARENTAISE-VANOISE

Nota : les éléments décrits ci-après ne sont pas exhaustifs. Il conviendra donc de se reporter à la pièce « Document d'Orientations et d'Objectifs » (DOO) du dossier de SCoT approuvé le 14 décembre 2017 pour connaître l'ensemble des dispositions applicables sur le territoire communal.

UNE TARENTAISE QUI PRÉSERVE SON CAPITAL NATURE

La présente procédure n'a pas d'impact direct sur cet axe.



Localisation des espaces à protéger (source : Atlas du DOO du SCoT)

UNE ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE QUI REPOSE SUR LA QUALITÉ ET LA DIVERSIFICATION

Le DOO du SCoT encourage la rénovation de l'immobilier touristique et plus particulièrement les hébergements marchands.

La présente procédure est dans l'esprit de cette orientation.

UN TERRITOIRE DE QUALITÉ POUR LES RÉSIDENTS PERMANENTS

La présente procédure n'a pas d'impact direct sur cet axe.

UNE OFFRE COMMERCIALE STRUCTURÉE ET DES COMMERCES VIVANT À L'ANNÉE

La présente procédure n'a pas d'impact direct sur cet axe.

UNE OFFRE DE MOBILITÉ PLUS EFFICACE ET DES ALTERNATIVES À LA VOITURE SOLO

La présente procédure n'a pas d'impact direct sur cet axe.

LIMITER LA CONSOMMATION FONCIÈRE, L'ÉMISSION DES GAZ A EFFET DE SERRE, LA CONSOMMATION DE L'ÉNERGIE, LES RISQUES ET LES NUISANCES

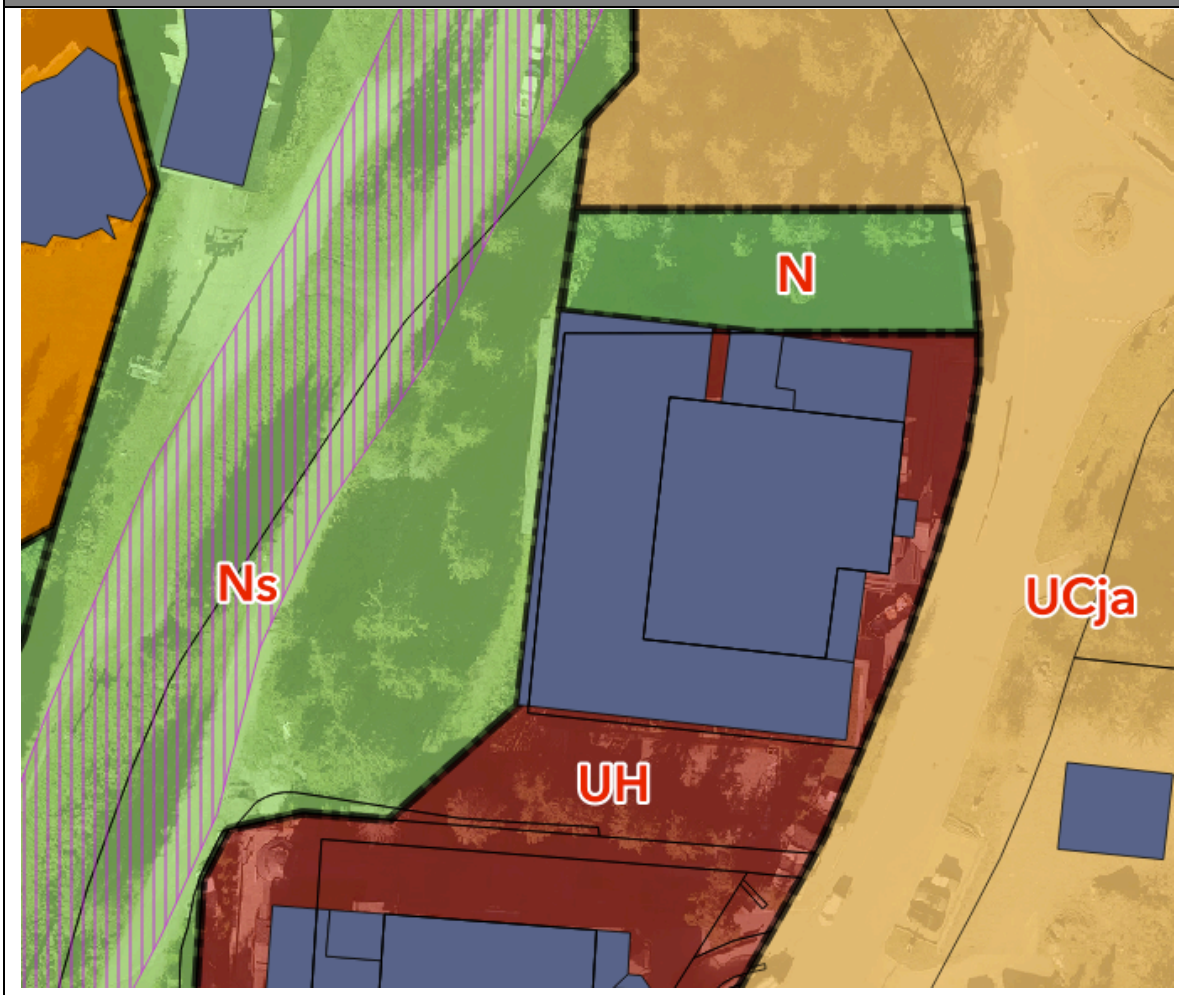
Le DOO limite le foncier mobilisable pour la production de **45 000 lits neufs** à 80 % dans les stations et 20 % dans les vallées, représentant une consommation foncière de **240 ha**, à laquelle il convient d'ajouter **47 ha** pour les campings et les équipements touristiques, ce qui représente une consommation « touristique » totale de 19,1 ha par an à comparer aux 31,5 ha par an de la période 2001 / 2013, soit une réduction de 40 %.

La présente procédure est compatible avec ces dispositions, puisque l'extension d'environ 0,10 ha proposée est nécessaire à un projet plus vaste de requalification d'un établissement sur du foncier déjà bâti.

V- LE CONTENU DES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PIÈCES RÈGLEMENTAIRES DU PLU

Le document graphique du règlement

PLU ACTUEL

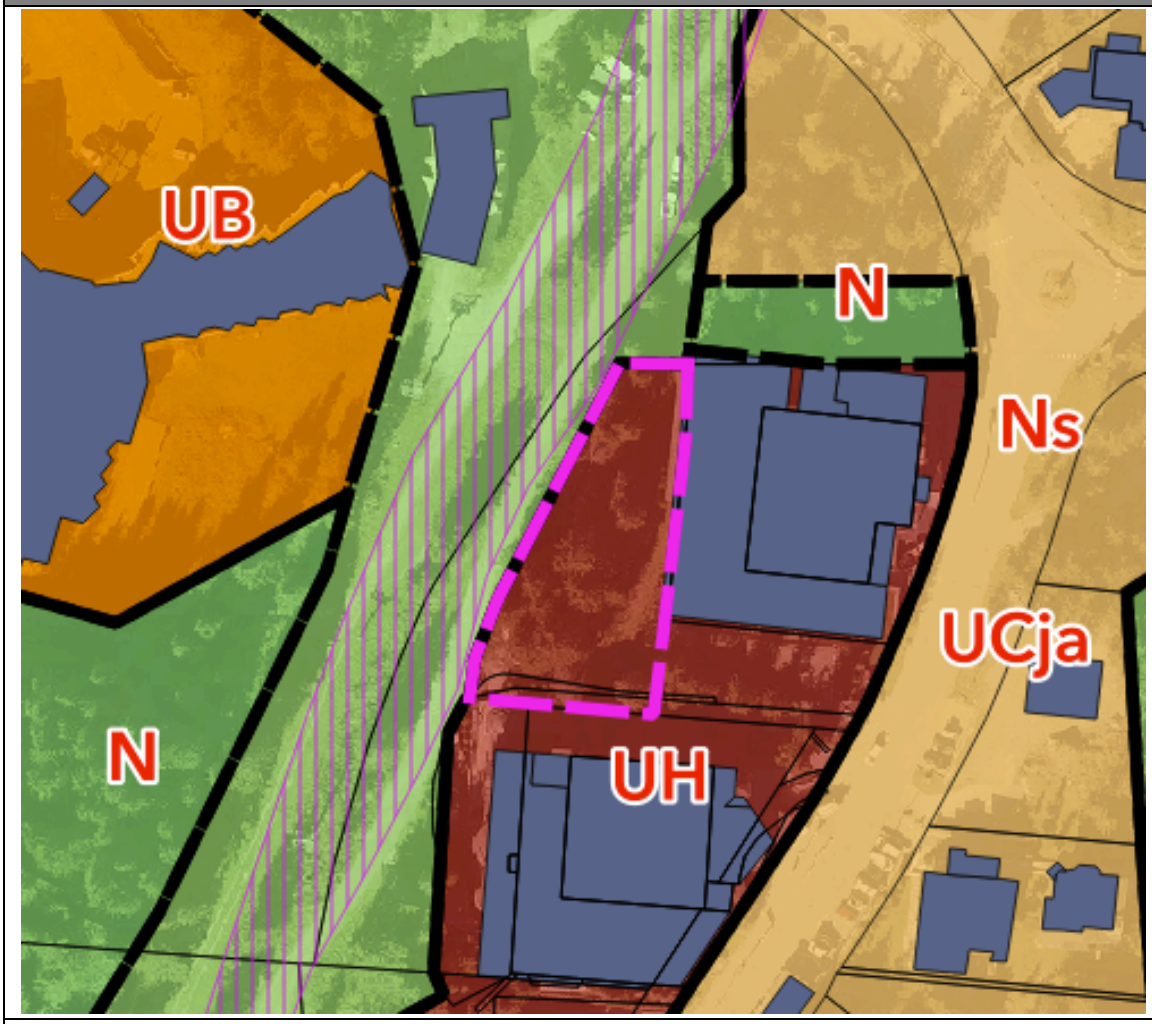


zone rouge du PPRn

Le secteur est actuellement classé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) en secteur Ns, où seules sont autorisées les occupations et utilisations strictement nécessaires au fonctionnement du domaine skiable en vertu de l'article L. 151-38 du Code de l'Urbanisme.

Dans ces conditions et sans évolution du document graphique du P.L.U., la mise en œuvre du projet évoqué ne peut être envisagée.

LE PROJET DE RÉVISION ALLÉGÉE N°3



De Ns à UH : environ 1 200 m2 (périmètre violet).

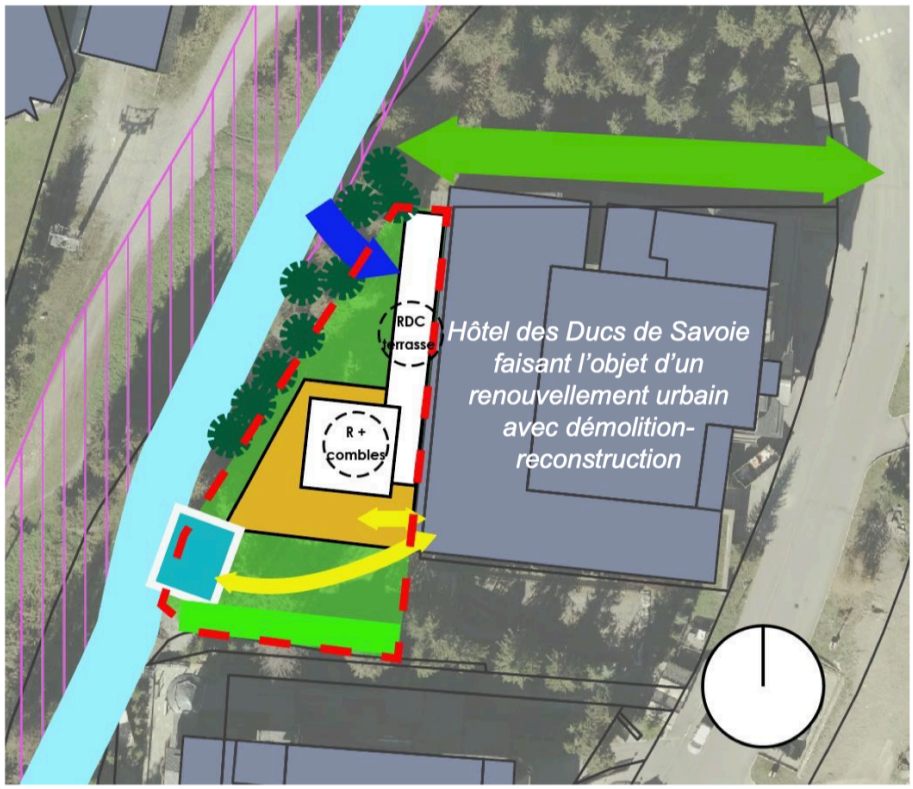
Ce périmètre violet correspond aussi à celui de la nouvelle OAP n°

Le classement du site dans un secteur urbain « spécialisé » UH permet de limiter les destinations autorisées. Seuls les hébergements hôteliers y sont donc autorisés.
La configuration de ce secteur est justifiée au regard des contraintes de fonctionnement telles que mentionnées dans la nouvelle OAP.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Afin d'assurer la prise en compte des enjeux identifiés, une OAP est mise en place sur le périmètre de la révision allégée :

SCHÉMA DE PRINCIPE D'AMÉNAGEMENT



Périmètre de l'orientation d'aménagement et de programmation

Piste du Jardin Alpin

Perméabilité skieur existante au Nord du site (zone N)

Disposition prévue	Justification
ACCESSIBILITÉ ET DÉPLACEMENTS Seuls des accès piétons et skieurs seront prévus pour assurer la connexion entre le projet hôtelier et la piste du Jardin Alpin :  Accès skieur Nord permet l'arrivée skis aux pieds au skiroom de l'hôtel. Pour cela, une desserte par un sas en R-1 est nécessaire (desserte verticale interne permettant ensuite d'accéder au skiroom en RDC). Ce sas sera le seul élément en sous-sol autorisé et présentera une surface strictement limitée à cette fonction (environ 20 m2 de surface de plancher).  Cheminement piéton au Sud depuis l'accès skieur jusqu'à la terrasse en R+1 de l'établissement hôtelier via un escalier Accès complémentaire possible pour connecter la terrasse du restaurant avec la terrasse en R+1 de l'établissement hôtelier	Aucun accès carrossable sur le périmètre pour ne pas créer de pression supplémentaire sur la frnage urbaine vis-à-vis de l'espace naturel « ski ». Pour des raisons topographique, un accès en R-1 depuis la piste pour accéder au skiroom sera autorisé, mais dans la limite de cette seule fonction. Ainsi, une emprise maximum est fixée par l'OAP. Les escaliers nécessaires pour connecter la terrasse du restaurant avec la terrasse en R+1 de l'hôtel sont aussi encadrés.
NATURE ET CARACTÉRISTIQUE DES CONSTRUCTIONS Le bâtiment constitue une partie du volume de l'hôtel des Ducs de Savoie reconstruit. La vocation des volumes construit sur le périmètre de l'OAP est liée à la restaurant (salle, office principalement) ainsi qu'à l'accès au skiroom. La surface de plancher totale générée sur le périmètre de l'OAP sera limitée à environ 180 m2.  Un épaississement le long de la façade Ouest de l'hôtel actuel est autorisée en RDC uniquement (comprenant notamment l'accès au skiroom). La terrasse en R+1 de l'établissement hôtelier se poursuivra au dessus de ce niveau.  Un volume RDC+combles situé côté piste sera aussi prévu. Le volume RDC toit terrasse assurera la jonction entre ce volume et le reste de l'hôtel. **La cote altimétrique maximum de ce volume RDC+combles est de 1843 NGF.** **Les parties enterrées des constructions sont interdites, excepté pour l'accès au skiroom.**	Les volumétries du bâtiment sont encadrées pour répondre aux enjeux : - interdiction des sous-sols pour ne pas fragiliser l'espace naturel limitrophe. - une hauteur limitée aux seuls usages du restaurant pour assurer un épannelage progressif du bâtiment depuis la piste vers la rue du Jardin Alpin. Ainsi, cela évitera un effet visuel fort du bâtiment depuis la piste, qui conservera ainsi son ambiance paysagée. La prise en compte de ces enjeux est garantie par 3 dispositions : - La limitation de la surface de plancher - Une hauteur maximum en niveaux - La définition d'une cote ngf maximum.

TRAITEMENT PAYSAGER ET ESPACES LIBRES		
	Les espaces libres doivent représenter à minima environ 75 % du périmètre de l'OAP. Parmi ces espaces libres :	Les espaces libres sont aussi encadrés pour limiter l'impact du projet sur les espaces verts de pleine terre aux stricts besoins de fonctionnement (terrasse du restaurant). Sa côte altimétrique maximum est définie pour éviter un surplomb important vis-à-vis de la piste et privilégier encore cette progressivité des hauteurs depuis la piste vers l'hôtel.
	Une terrasse à l'air libre pour le restaurant est possible dans la limite d'une surface d'environ 320 m2, pour préserver des espaces verts de pleine terre. **Sa cote altimétrique maximum est de 1835,85 NGF.**	
	Le solde des espaces libres (hors cheminements/escalies) seront traités en espaces verts de pleine terre. Ces espaces de pleine terre devront représenter **environ 450 m2 à l'échelle du périmètre de l'OAP** afin de préserver un couvert boisé (arbres déjà existants ou nouvelles plantations). Dans tous les cas, une bande de pleine terre sera conservée en limite sud du périmètre de l'OAP. Les travaux de déboisement et de terrassement devront s'inscrire au maximum dans le couvert boisé existant afin de conserver l'esprit du Jardin alpin. Les terrassements seront raisonnés dans le souci de préserver ou de pouvoir reconstituer le couvert boisé. La reconstitution du couvert végétal forestier s'effectuera à l'aide de plantations de jeunes plants doublée d'une "plantation d'apparat" (gros sujets). Ce principe permettra de satisfaire à la fois aux exigences de rendu à court terme et de développement à moyen et long terme de la strate ligneuse. Les essences seront constituées d'un mélange équilibré d'épicéas (environ 50 %), de feuillus (sorbiers et bouleaux) et d'arbustes bas (Rhododendron ferrugineux, genévrier…).	De plus, il est imposé que l'interface sud reste en espace de pleine terre, aussi pour assurer les transitions entre les établissements hôteliers. Les prescriptions environnementales pour la reconstitution de du couvert végétal (voir rapport environnemental) sont reprises. Les dispositions sont complétées pour tenir compte de la réserve du Commissaire enquêteur suite à l'enquête publique. Il est ainsi exigé 75% d'espaces libres sur le périmètre de l'OAP pour assurer une transition paysagère avec le domaine skiable, dans l'esprit des règles du secteur UCja. Dans ces espaces libres, à minima 450 m2 d'espaces verts de pleine terre est exigé (soit plus d'1/3 du périmètre de l'OAP), pour conserver un environnement arboré.

VI- ANALYSE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

EFFETS SUR LE MILIEU PHYSIQUE

Effets sur la topographie

L'aménagement de la terrasse restaurant et de l'accès skieurs depuis la piste du Jardin alpin va nécessiter des travaux de terrassement afin de créer une surface aplanie pour les nouveaux équipements ainsi qu'un accès gravitaire depuis la piste du Jardin alpin située en contrebas.
La topographie actuelle, en talus assez raide, sera modifiée de façon localisée afin de permettre ces aménagements.
Au regard de la faible emprise des travaux de terrassement, les effets de la révision allégée sur le relief peuvent être qualifiés de faibles.

Effets sur le climat

Au regard des motifs de la révision allégée, il est possible d'affirmer qu'elle est sans effet sur le climat.

Effets sur la géologie et l'hydrogéologie

En phase de travaux, l'aménagement des équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée sera probablement excédentaire en matériaux issus des travaux de terrassement. Ces matériaux excédentaires seront au maximum réutilisé sur les emprises des travaux, et si besoin, exportés vers les filières de stockage et valorisation existantes sur le territoire (plate-forme de stockage et valorisation des déchets inertes de l'altiport à Courchevel).

Les équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée sont par ailleurs sans effet sur l'hydrogéologie, en l'absence de nappe ou de ressource en eau sur la zone.

La révision allégée est sans effet sur la géologie et l'hydrogéologie.

Effets sur l'hydrologie

La révision allégée ne prévoit aucun aménagement susceptible de porter atteinte aux conditions d'alimentation en eau, aux qualités biologiques aquatiques et terrestres et aux fonctionnalités des cours d'eau du territoire.

Les eaux pluviales issues du terrain d'assiette des équipements autorisés rejoindront le réseau collectif de Bellecote.

La révision allégée est sans effet sur l'hydrologie.

SYNTHÈSE DES EFFETS SUR LE MILIEU PHYSIQUE				
Sous-thème	**Description de l'effet**	**Type d'effet**	**Durée de l'effet**	**Evaluation du niveau de l'effet**
Topographie	La topographie actuelle, en talus assez raide, sera modifiée de façon localisée afin de permettre la réalisation des équipements.	Direct	Permanent	Faible
Climat	Absence d'effet.			Nul
Géologie et hydrogéologie	Absence d'effet.			Nul
Hydrologie	Absence d'effet.			Nul

EFFETS SUR LA BIODIVERSITE ET LES MILIEUX NATURELS

L'analyse des effets de la révision allégée sur la biodiversité et les milieux naturels est décrite dans les paragraphes suivants. Ils présentent l'analyse des effets directs, indirects, permanents et temporaires.

Les effets sont exprimés de la façon suivante :

Effet fort	Effet modéré à fort	Effet modéré	Effet faible à modéré	Effet faible	Effet nul
Le projet détruit des habitats naturels d'intérêt patrimonial ou remet en cause le bon accomplissement du cycle biologique des populations de façon temporaire et/ou permanente.		Le projet perturbe le bon accomplissement du cycle biologique des populations de façon temporaire et/ou permanente sans le remettre en cause.		Le projet ne remet pas en cause le bon accomplissement du cycle biologique des populations, éventuellement, il le perturbe de façon temporaire.	Le projet est sans effet sur les habitats naturels d'intérêt patrimonial ou l'accomplissement du cycle biologique des populations.

Effets sur les protections et données d'inventaire

La révision allégée n'a pas d'effets sur les espaces naturels d'intérêt majeur identifiés sur le territoire (site Natura 2000 du massif de la Vanoise, cœur du Parc national de la Vanoise, ZNIEFF de type 1, zones humides) dans la mesure où sa localisation se situe en dehors des périmètres concernés.

L'analyse des incidences sur Natura 2000 fait par ailleurs l'objet d'un paragraphe spécifique 6. Analyse des incidences de la révision allégée sur Natura 2000.

Effets sur les habitats naturels

La révision allégée affecte des habitats naturels rélictuels sur le secteur du Jardin alpin. Les surfaces concernées sont les suivantes :

- pessière subalpine et lande à Rhododendron : 1 222 m^2
- Fourrés à *Juniperus communis* subsp. *nana* : 32 m^2

Ces habitats sont bien représentés dans les Alpes et ne sont pas menacés. La commune de Courchevel accueille plusieurs hectares de pessière et de landes.

Les effets de la révision allégée sur le relief peuvent être qualifiés de faibles.

Effets sur la flore

Le secteur de la révision allégée n'accueille aucune espèce végétale patrimoniale, la révision allégée est sans effet sur la flore.

Effets sur la faune

La phase de chantier peut engendrer des nuisances temporaires sur la faune vertébrée terrestre présente (dérangement). Cet impact sera toutefois très modéré du fait d'interventions très localisées dans l'espace et dans le temps.

Aucun reptile n'a été observé sur la zone d'étude et seul le Lézard des murailles est susceptible d'occuper les milieux propices périphériques au site (constructions, blocs rocheux…). La probabilité de mortalité d'individus lors des travaux de terrassement est très faible compte tenu du contexte forestier dans lequel s'insèrent les travaux.

En ce qui concerne l'avifaune, les éventuels travaux de déboisement sont la seule opération potentiellement destructrice en cas de nidification. Cet impact est maximal durant la période allant de fin avril à fin juillet.

Pour les autres mammifères, la probabilité de destruction d'espèces est très faible, compte tenu de la présence non avérée d'espèces occupant le site en permanence et de la capacité de fuite des animaux.

La période d'exploitation du site de la révision allégée interviendra en période de repos hivernal pour la faune. Elle n'est pas susceptible d'occasionner des perturbations.

Les effets de la révision allégée sur la faune peuvent être qualifiés de faibles.

Effets sur les continuités écologiques et la dynamique écologique

La révision allégée n'a pas d'effets sur les continuités écologiques fonctionnelles identifiées sur le territoire, elle se situe en dehors de ces espaces.

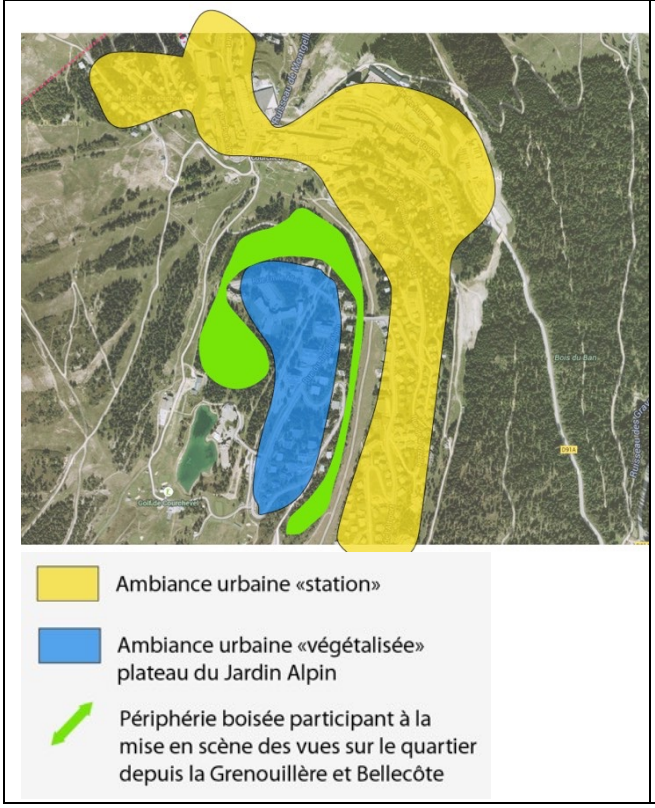
A l'échelle du site, l'aménagement projeté dans la continuité du bâtiment de l'hôtel n'affectera pas les déplacements de la faune terrestre.

Synthèse des effets de la révision allégée sur la biodiversité et les milieux naturels

Sous-thème	Description de l'effet	Type d'effet	Durée de l'effet	Evaluation du niveau de l'effet
Protections et données d'inventaires	Absence d'effet direct ou indirect, permanent ou temporaire sur les espaces naturels d'intérêt majeur.			Nul
Habitats naturels	La révision allégée affecte des habitats naturels rélictuels sur le secteur du Jardin alpin et bien représentés dans les Alpes. Les surfaces concernées sont très faibles.	Direct	Permanent	Faible
Flore	Absence d'effet direct ou indirect, permanent ou temporaire sur la flore patrimoniale.	Direct	Permanent	Nul
Faune		Direct	Temporaire Permanent	Faible
Dynamique écologique	Absence d'effet direct ou indirect, permanent ou temporaire sur continuités écologiques du territoire.	Indirect	Permanent	Nul

EFFETS SUR LES SITES ET PAYSAGES

LE CONTEXTE DU JARDIN ALPIN

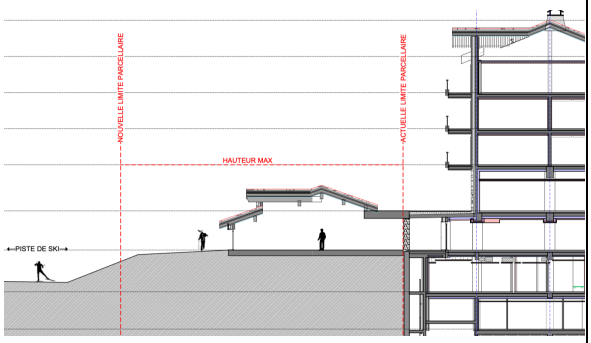


Le projet intègre des mesures d'intégrations paysagères qui respectent le caractère du Jardin Alpin :

- Insertion au maximum dans la topographie et le couvert végétal existant.
- Reconstitution de l'esprit du Jardin alpin par plantations.

Ainsi, les travaux de déboisement et de terrassement devront s'inscrire au maximum dans le couvert boisé existant afin de conserver l'esprit du Jardin alpin.
Les terrassements seront raisonnés dans le souci de préserver ou de pouvoir reconstituer le couvert boisé.
En cas de déboisement, la reconstitution du couvert végétal forestier s'effectuera à l'aide de plantations de jeunes plants doublée d'une "plantation d'apparat" (gros sujets). Ce principe permettra de satisfaire à la fois aux exigences de rendu à court terme et de développement à

<table>
<tr>
<td>Cette partie boisée périphérique a une valeur paysagère importante et est prévue en Espace Boisé Classé (EBC) au PLU. En revanche, aucun EBC n'est prévu à l'intérieur du quartier du Jardin Alpin. La présence du végétal à l'intérieur du quartier doit en revanche être prise en compte à l'échelle des projets (voir règlement écrit applicable au secteur UCja).</td>
<td>moyen et long terme de la strate ligneuse. Les essences seront constituées d'un mélange équilibré d'épicéas (environ 50 %), de feuillus (sorbiers et bouleaux) et d'arbustes bas (Rhododendron ferrugineux, genévrier…).</td>
</tr>
<tr>
<td>Concernant la transition avec la piste et le secteur Ns, il est impératif de préserver l'ambiance paysagère actuelle. Ainsi, les nouveaux aménagements/constructions devront être limités pour ne pas accentuer la pression sur la périphérie naturelle.

 
Vue sur la piste</td>
<td>Ainsi, l'interdiction de la constructibilité en sous-sol permettra d'éviter de fragiliser les sujets périphériques et de limiter l'impact sur le fonctionnement des sols.
 

De plus, la limitation stricte de la hauteur (R+comble) assure un épannelage progressif du bâtiment depuis la piste vers la rue du Jardin Alpin. Ainsi, cela évitera un effet visuel fort du bâtiment depuis la piste, qui conservera ainsi son ambiance paysagée.</td>
</tr>
</table>

A l'échelle du lieu, les effets de la révision allégée seront surtout visibles en période de travaux en raison du changement du cadre paysager actuel. Ces effets seront ponctuels et temporaires.

En phase d'exploitation, les effets de la révision allégée seront perceptibles seulement en été, période où le secteur du Jardin alpin vit au rythme des travaux et est faiblement fréquenté. En hiver, les effets de la révision allégée seront très largement atténués par le manteau neigeux et les équipements créés s'inscriront pleinement dans le contexte résidentiel et récréatif du Jardin alpin.

Synthèse du projet / visuels



Visuel 1 de la terrasse (source : INEX-A Architectes)



Visuel 2 de la terrasse (source : INEX-A Architectes)

SYNTHÈSE DES EFFETS SUR LES SITES ET LES PAYSAGES				
Sous-thème	**Description de l'effet**	**Type d'effet**	**Durée de l'effet**	**Evaluation du niveau de l'effet**
Inscription dans le territoire	Modification de la topographie existante après travaux de terrassement et d'aplanissement.	Direct	Permanent	Faible
Perceptions	Perception nouvelle induite par la perte ponctuelle et partielle du couvert boisé.	Direct	Permanent	Faible

EFFETS SUR L'AGRICULTURE

Effets sur les pratiques agricoles

La révision allégée est sans effet sur les pratiques agricoles, le secteur ne faisant pas l'objet de pratiques agricoles.

Effets sur les zones préservées

La révision allégée est sans effet sur les zones préservées.

Synthèse des effets de la révision allégée sur l'agriculture

Sous-thème	Description de l'effet	Type d'effet	Durée de l'effet	Evaluation du niveau de l'effet
Pratiques agricoles	Sans effet.			Nul
Zones préservées	Sans effet.			Nul

EFFETS SUR LA FORET

La révision allégée entraine un déboisement partiel et ponctuel nécessaire à la réalisation des équipements autorisés.

Le couvert boisé n'est toutefois pas exploité ni pour le bois d'œuvre ni pour le bois de chauffage, la révision allégée est sans effet sur la forêt.

EFFETS SUR L'ENERGIE

Effets sur les ressources énergétiques locales

En l'absence de choix énergétiques définis et/ou réglementés, les effets de la révision allégée sur les ressources énergétiques locales ne peuvent pas être évalués.

Effets sur les consommations énergétiques

En phase de travaux, les consommations d'énergie seront induites par la mobilisation des engins de terrassement. Cette consommation d'énergie est temporaire.

En phase d'exploitation, la révision allégée a des effets potentiels sur les consommations énergétiques dans le cas où les équipements autorisés nécessiteraient des besoins énergétiques. Ces besoins sont considérés comme négligeables.

Les effets de la révision allégée sur les consommations énergétiques sont considérés comme nuls.

Synthèse des effets de la révision allégée sur l'énergie

Sous-thème	Description de l'effet	Type d'effet	Durée de l'effet	Evaluation du niveau de l'effet
Ressources énergétiques locales	Non évalué			-
Consommations énergétiques	Consommation d'énergie par la mobilisation des engins de terrassement (phase travaux). Augmentation des consommations énergétiques en phase d'exploitation afin de répondre aux besoins éventuels des équipements autorisés.	Direct	Temporaire Saisonnier	Nul

EFFETS SUR LES POLLUTIONS ET QUALITES DES MILIEUX

Effets sur la qualité des eaux superficielles et souterraines

Les eaux usées des équipements autorisés dans le cadre de la révision allégée seront raccordées si besoin en fonction de leur nature, au réseau collectif d'assainissement, réseau séparatif, n'entraînant ainsi aucun rejet domestique dans le milieu naturel.

La station d'épuration de Courchevel traite les eaux usées des communes de Bozel, Champagny-en-Vanoise, le Planay, Pralognan-la-Vanoise et Courchevel. En 2019, la charge maximale entrante à la station d'épuration s'est élevée à 47 037 eq/hab (source : portail d'information sur l'assainissement communal).

Sur la base des données de l'année 2019, la station d'épuration dispose d'une capacité théorique résiduelle de 17 963 eq/ha.

Le tableau suivant présente la synthèse des perspectives de croissance démographique et touristique des 5 communes raccordées à la station d'épuration de Courchevel (sources : PLU de Pralognan-la-Vanoise approuvé le 30/03/2018, PLU de Courchevel approuvé le 31/01/2017, PLU du Planay approuvé le 15/11/2012, PLU de Champagny-en-Vanoise approuvé le 23/03/2016, SCOT Tarentaise Vanoise).

Commune	Courchevel	Bozel UTN du Rô	Champagny-en-Vanoise	Le Planay	Pralognan-la-Vanoise
Habitants permanents	330	*Non communiqué PLU en cours de révision*	Environ 80	95	50
Lits touristiques (résidences secondaires et hébergements touristiques)	2 500	1 070	400	-	550
TOTAL	2 830	*1 070*	480	95	600

Sur la base des données disponibles, environ 5 100 éq/hab seront raccordés à moyen terme (horizon 2030) à la station d'épuration de Courchevel. Cette estimation reste inférieure à la capacité théorique résiduelle de la station en période touristique de pointe.

La station d'épuration dispose de la capacité théorique à recevoir les effluents des équipements autorisés dans le cadre de la révision allégée, sans compromettre les projets de développement de l'ensemble des communes raccordées.

Les eaux pluviales issues des surfaces imperméabilisées des équipements autorisés seront raccordées au réseau de collecte existant sur Bellecote et situé à proximité immédiate.

La révision allégée est sans effet sur la qualité des eaux superficielles et souterraines.

Effets sur la qualité des sols et des sous-sols

En l'absence de pollution non maîtrisée potentiellement induite par les équipements autorisés, la révision allégée est sans effet sur la qualité des sols et des sous-sols.

Effets sur la qualité de l'air et les émissions de gaz à effet de serre

Effets sur la qualité de l'air

En phase de chantier, les consommations d'énergie induites par la mobilisation des engins sont susceptibles d'avoir des effets sur la qualité de l'air. Ces effets sont temporaires et considérés comme négligeables.

En phase d'exploitation, seules les consommations énergétiques induites par le fonctionnement des équipements sont susceptibles de produire des rejets polluants dans l'air. Ces consommations sont ponctuelles dans le temps, liées à l'occupation saisonnière des équipements et sont considérées comme négligeables au regard de la nature des équipements autorisés.

Effets sur les émissions de gaz à effet de serre

Les émissions de gaz à effet de serre seront induites par les consommations énergétiques des équipements autorisés. La fréquentation saisonnière des équipements autorisés permettra de limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Les effets de la révision allégée sur la qualité de l'air et les émissions de gaz à effet de serre sont considérés comme négligeables.

Effets sur les déchets

Effets sur les déchets ménagers

Seuls des déchets ménagers seront produits en phase de fonctionnement.

Ils seront pris en charge dans le cadre de la collecte effectuée par la communauté de communes Val Vanoise Tarentaise, Courchevel 1850 se situant déjà sur la tournée de ramassage des déchets ménagers.

Effets sur les déchets inertes

Les déchets inertes produits durant la phase de chantier seront au maximum réutilisés sur le site d'emprise des travaux plutôt que d'être exportés. Les matériaux excédentaires seront évacués sur les ISDI répertoriées sur le territoire communal.

La révision allégée est sans effet sur les déchets.

Effets sur le bruit

Les nuisances sonores potentiellement générées par les équipements autorisés dans le secteur de la révision allégée relèvent de l'activité touristique saisonnière d'une station de ski comme Courchevel.

La révision allégée est sans effet sur le bruit.

Synthèse des effets de la révision allégée sur les pollutions et qualités des milieux

Sous-thème	Description de l'effet	Type d'effet	Durée de l'effet	Evaluation du niveau de l'effet
Qualités des eaux superficielles et souterraines	Sans effet.			Nul
Qualités des sols et des sous-sols	Sans effet.			Nul
Qualité de l'air et émissions de GES	Effets temporaires et localisés en phase de chantier. Effets induits par les consommations énergétiques le cas échéant.	Indirect	Temporaire Saisonnier	Nul
Déchets	Sans effet.			Nul
Bruit	Sans effet.			Nul

EFFETS SUR LES RESSOURCES NATURELLES

Effets sur la ressource en eau

Les besoins domestiques en eau des équipements autorisés dans la zone de révision allégée seront couverts par le réseau d'alimentation en eau potable qui dessert le secteur de Bellecote. Les consommations ponctuelles dans le temps et dans la saison sont estimées comme négligeables au regard de l'ensemble des consommations d'eau potable sur la commune.

La révision allégée est sans effet sur la ressource en eau.

Effets sur les ressources du sol et du sous-sol

La révision allégée est sans effet sur les ressources du sol et du sous-sol.

Synthèse des effets de la révision allégée sur les ressources naturelles

Sous-thème	Description de l'effet	Type d'effet	Durée de l'effet	Evaluation du niveau de l'effet
Ressource en eau	Sans effet.			Nul
Ressources du sol et du sous-sol	Sans effet.			Nul

Effets sur les risques pour l'homme et la santé

Effets sur les risques naturels

Le secteur de la révision allégée ne se situe pas dans les zones réglementées par le P.P.R.n.

Par leur nature, les équipements autorisés n'augmentent pas les aléas naturels répertoriés sur la commune, ils n'induisent pas non plus de nouveaux risques notamment pour les zones situées en aval (maîtrise des écoulements).

La révision allégée est sans effet sur les risques naturels.

Effets sur les risques technologiques

Par leur nature, les équipements autorisés ne sont pas source de risques technologiques.

La révision allégée est sans effet sur les risques technologiques.

Effets sur les risques sanitaires

La révision allégée est sans effet sur les risques sanitaires.

Synthèse des effets de la révision allégée sur les risques pour l'homme et la santé

Sous-thème	Description de l'effet	Type d'effet	Durée de l'effet	Evaluation du niveau de l'effet
Risques naturels	Sans effet.			Nul
Risques technologiques	Sans effet.			Nul
Risques sanitaires	Sans effet.			Nul

SYNTHESE DES EFFETS DE LA REVISION ALLEGEE SUR L'ENVIRONNEMENT

Le tableau suivant résume les principaux effets de la révision allégée.

Thématique environnementale	Sous-thème	Description de l'effet	Type d'effet	Durée	Evaluation du niveau de l'effet
Biodiversité et milieux naturels	Habitats naturels	La révision allégée affecte des habitats naturels rélictuels sur le secteur du Jardin alpin et bien représentés dans les Alpes. Les surfaces concernées sont très faibles.	Direct	Permanent	Faible
	Faune	La phase de chantier peut engendrer des nuisances temporaires sur la faune vertébrée terrestre présente (dérangement). Cet impact sera toutefois très modéré du fait d'interventions très localisées dans l'espace et dans le temps. La période d'exploitation du site de la révision allégée interviendra en période de repos hivernal pour la faune. Elle n'est pas susceptible d'occasionner des perturbations.	Direct	Temporaire Permanent	Faible
Sites et paysage	Inscription dans le territoire	Modification de la topographie existante après travaux de terrassement et d'aplanissement.	Direct	Permanent	Faible
	Perceptions	Perception nouvelle induite par la perte ponctuelle et partielle du couvert boisé.	Direct	Permanent	

VII- MESURES D'INTÉGRATION ENVIRONNEMENTALE

Les effets de la révision allégée qualifiés de « faibles » doivent faire l'objet de mesures afin d'éviter et réduire les effets, conformément à la démarche ERC (Eviter-Réduire-Compenser).
Les paragraphes suivants présentent les mesures proposées.

MESURES D'EVITEMENT

En l'absence d'effets modérés à forts, aucune mesure d'évitement n'a été proposée.

MESURES DE REDUCTION

Les périodes d'intervention pour les travaux
Les travaux de déboisement ponctuels nécessaires à l'aménagement des équipements seront réalisés préférentiellement après le 15 aout afin de limiter le dérangement en période de reproduction des espèces animales potentiellement présentes au sein de la pessière. Au cas où ils soient réalisés au printemps, ils commenceront dès la fonte des neiges afin d'éviter que des oiseaux n'aient le temps de s'installer pour la nidification.

La conservation des habitats naturels périphériques

La zone de révision allégée est située au cœur d'un espace anthropisé. La conservation des habitats naturels situés en périphérie immédiate (boisements et prairies) permettra aux espèces potentiellement présentes d'y trouver refuge durant la période des travaux.

L'intégration paysagère et la reconstitution du couvert végétal

Les travaux de déboisement et de terrassement devront s'inscrire au maximum dans le couvert boisé existant afin de conserver l'esprit du Jardin alpin.
Les terrassements seront raisonnés dans le souci de préserver ou de pouvoir reconstituer le couvert boisé.
La reconstitution du couvert végétal forestier s'effectuera à l'aide de plantations de jeunes plants doublée d'une "plantation d'apparat" (gros sujets). Ce principe permettra de satisfaire à la fois aux exigences de rendu à court terme et de développement à moyen et long terme de la strate ligneuse.
Les essences seront constituées d'un mélange équilibré d'épicéas (environ 50 %), de feuillus (sorbiers et bouleaux) et d'arbustes bas (Rhododendron ferrugineux, genévrier…).

EFFETS RESIDUELS

Le tableau suivant présent les effets résiduels du projet après mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction, selon la typologie suivante :

E : mesure d'évitement
R : mesure de réduction

Entité	Effets avant mesures	Niveau de l'effet	Mesures	Type de mesure	Effets résiduels après mesures	Nécessité de mesures de compensation
Habitats		Faible	Reconstitution des habitats de pessière et de landes par plantations.	R	Positif	-
Faune		Faible	Adaptation du calendrier des travaux à la période de nidification.	R	Nul	-
			Conservation des habitats naturels périphériques (zones refuges durant la période des travaux).	R	Nul	-
Paysage		Faible à Modéré	Insertion au maximum dans la topographie et le couvert végétal existant. Reconstitution de l'esprit du Jardin alpin par plantations.	R	Nul	-

SYNTHESE DES MESURES ET DISPOSITIF DE SUIVI

L'article R151-3 du code de l'urbanisme prévoit que le rapport de présentation : « 6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.
Le tableau suivant présente la synthèse des mesures ERC, ainsi que les propositions de suivi.

Mesures de réduction	Suivi de la mise en œuvre	Période/Durée	Suivi de l'efficacité	Période/Durée
Périodes d'intervention pour les travaux	Intégré au suivi de chantier	Durée du chantier	-	-
Conservation des habitats naturels périphériques	Intégré au projet	-	-	-
Intégration paysagère et reconstitution du couvert végétal	Intégré au projet en phase de PC	Fin de chantier	Vérification de la reprise de la végétation	N+5